

INDUPTA

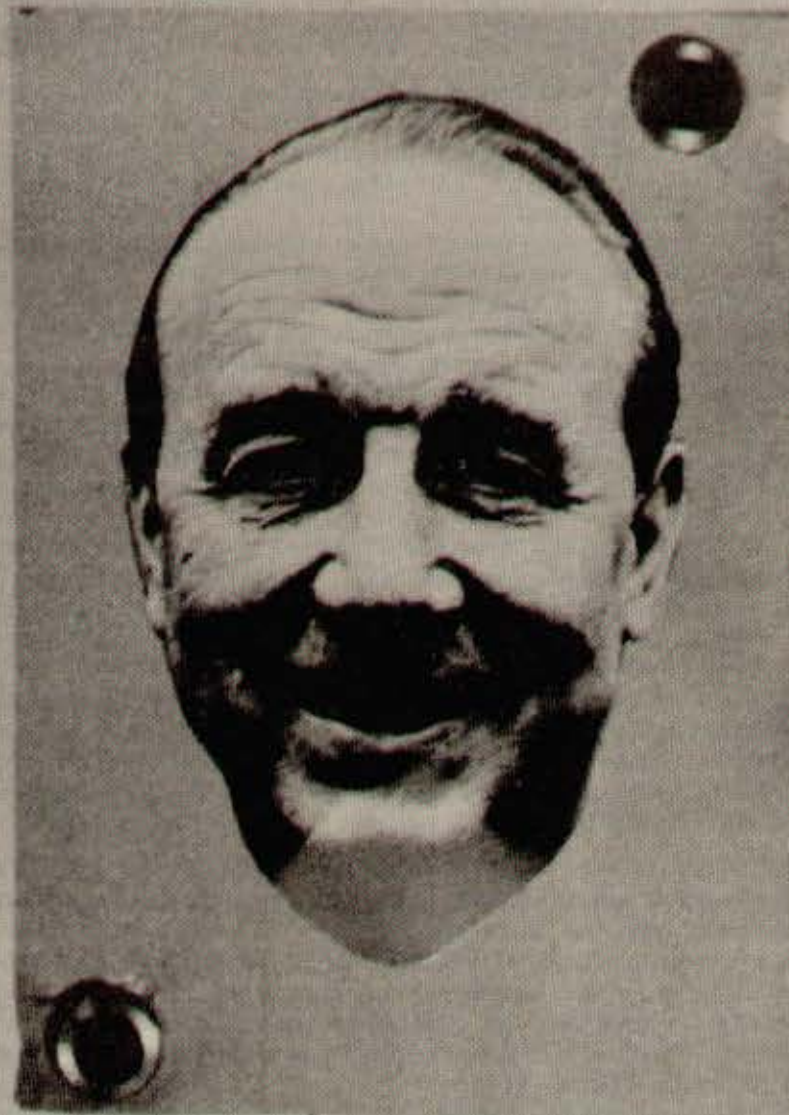
hebdomadaire d'action communiste

POLICE DOSSIER ET POLITIQUE

CET HOMME EST DANGEREUX

2232

N° DE FRANCISQUE :



NOM MARCELLIN

PRENOM Raymond

PROFESSION pose de micros, écoutes téléphoniques,
..... dissolution d'organisation, matraquages, occupations
..... d'entreprises, mise en fiches, expulsion d'immigrés.....

SIGNE PARTICULIER sur le point de démissionner pour
..... cause de canardite aigue.....



Empreinte index droit

POMPIDOU

MARCELLIN

DEHORS !

PERSONNE
NE M'AIME



Le piège se referme sur Marcellin. Ministre de l'Intérieur depuis juillet 68, il avait édifié, couvert et encouragé, par les hautes protections, un appareil policier taillé aux dimensions de la trouille d'un régime bancal. Fort de ces hautes protections, réputé le pilier le plus solide de l'appareil pompidolien chancelant, il avait passé sans dommages apparents plus d'un mauvais cap, dont le moindre ne fut pas l'échec de la provocation du 21 juin. Enhardi par tant de succès, l'esprit manifestement brouillé par une paranoïa anti-subversive aigüe, le premier flic de France est allé trop loin.

Le rêve s'écroule. La gigantesque machine policière qu'il a édifiée se retourne contre lui. Depuis 5 ans, à l'ombre de ses projets de mégalomanie policière, l'opposition à sa politique de sabre-peuple n'a cessé de se développer. L'affaire du Canard et les dimensions que prend le scandale aujourd'hui ne s'expliquent pas si l'on ne comprend pas que la planche a été savonnée à Marcellin d'abord au sein de ses propres services.

Imagine-t-on manifestation plus éclatante de la déliquescence du régime ?

Traqué, sommé de toutes parts de s'en aller, Marcellin tente une manœuvre de dernière minute, bien dans sa manière : il s'efforce de faire porter le chapeau à la DST et à son directeur, n'hésitant pas au passage à accréditer intégralement la thèse avancée par le Canard.

Pitoyable et saine ruse de guerre ! Comment concevoir une minute qu'un ministre qui a toujours fait montre d'un zèle maniaque pour couvrir, prendre en charge, organiser tout ce que les polices de France et de Navarre ont pu entreprendre depuis 5 ans laisse se développer à son insu une telle opération ?

D'ailleurs, c'est trop tard, Marcellin est lâché par les siens. Après les découvertes du juge Bernard et les révélations de Claude Angeli, il n'y a plus de parade possible : il faut lâcher du lest. Après avoir tenté de couvrir la retraite, Sanguinetti parle clair aujourd'hui : « Si ce que dit le Canard Enchaîné est vrai, des sanctions s'imposent sur le plan professionnel et sur le plan politique ». En d'autres termes : Marcellin à la porte !

Eh oui, Marcellin à la porte ! Mais pas pour refaire une vertu aux Sanguinetti, Pompidou et autres navigateurs en eau sale. Disons le haut et fort : Messieurs, vous ne vous en tirerez pas avec un quelconque remaniement ministériel !

Ce fou, cet obsédé ! Ce gaffeur de Marcellin, c'est l'image même, le symbole du régime ! Pris la main dans le sac aujourd'hui, il intriguait, matraquait, microtaït, couvrait les pires scandales hier, abrité sous votre aile tutélaire ! Marcellin parti, les micros resteront dans les locaux de journaux, d'organisations politiques, dans les appartements de personnalités ! Et avec eux, tout votre cortège de bandes parallèles, spécialistes civils et militaires du renseignement, brigades de choc et autres commandos de la pègre aux ordres !

Le vin est tiré, il faut le boire. Rendre des comptes jusqu'au bout. Les législations d'exception comme la loi « anti-casseurs » dirigée contre les révolutionnaires et les militants ouvriers, la préparation de l'armée à la lutte contre « l'ennemi intérieur », la promotion annoncée « à un poste important » de Bigeard, spécialiste de la torture en Algérie ; c'est toute cette « préparation technique » à la guerre civile, tout cet arsenal répressif qui s'est constitué depuis mai 68 avec l'approbation pleine et entière du gouvernement. C'est au régime, pas à Marcellin, que s'identifie l'Etat policier que vous édifiez depuis 1968.

Dehors le gouvernement des matraqueurs ! Dehors le gouvernement des assassins d'Overney et de Labroche ! Dehors ce gouvernement de briseurs de grève ! Dehors ce gouvernement qui bafoue insolemment sa propre légalité ! Dehors le gouvernement de vie chère !

L'heure n'est pas aux replâtrages mais à la grande lessive !
Pompidou-Marcellin même combat !
Pompidou-Marcellin dehors !

3 NOUVELLES
BROCHURES
EN VENTE
A LA
LIBRAIRIE
ROUGE

3 Fr



UN PAS VERS LA REVOLUTION



3 Francs 50

CHILE

CHILE

CHILE



3 Francs 50

SOLIDARIDAD

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -

téléphone 272 68 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

pour	la France		l'étranger	
	sous pli	ouvert	fermé	ouvert
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....



Le meeting fasciste ne

L'Humanité
ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

10/12/73

DÉFENSE DES LIBERTÉS :

Les fascistes chiliens ne parleront pas à Paris !

Les organisations décidées de s'opposer au meeting prévu le 19 décembre avec un représentant de Pinochet

du 21 juin au 19 décembre

ne doit pas se tenir

« Les fascistes chiliens ne parleront pas à Paris ! » titre l'Humanité du 11 décembre. En page 4 est publié un communiqué du Collectif de défense des libertés protestant contre la tenue du meeting de l'ex-Ordre Nouveau à la Mutualité le 19 décembre, où doit prendre la parole un membre de l'organisation fasciste chilienne Patrie et Liberté, qui se conclut par les phrases suivantes : « Si, en contradiction avec les principes démocratiques, ce meeting a lieu, le Collectif national appellera la population de la région parisienne à s'opposer à sa tenue. D'ores et déjà, il prend toutes dispositions à cet effet ».

Rouge ne peut que s'associer au principe et au contenu d'un tel communiqué et... mesurer le chemin parcouru.

Le 21 juin 1973, un certain nombre d'organisations révolutionnaires, dont la Ligue Communiste, décidaient de contre-manifester face à la tenue d'un meeting d'Ordre Nouveau à la Mutualité contre « l'immigration sauvage ». Scandaleusement toléré par le gouvernement, ce meeting devait être l'occasion d'un étalage de propos « racistes, anti-sémites et xénophobes » (comme le reconnaîtra le premier ministre Messmer) et surtout l'objet d'une inadmissible protection de la police. De violents incidents éclatèrent entre la police et les contre-manifestants, ce qui valut l'interdiction de la Ligue Communiste et l'arrestation de 3 de ses dirigeants. Tout en réagissant contre cette dissolution, ce qui explique en partie que le gouvernement ait dû reculer dans ses visées répressives, les forces de gauche expliquaient à qui voulait l'entendre que la Ligue Communiste était tombée dans une vaste provocation orchestrée par Marcellin, condamnant en cela le principe de la riposte du 21 juin. Des courants révolutionnaires, telle Lutte Ouvrière, expliquant de leur côté qu'il était faux de se mobiliser contre Ordre Nouveau puisque cette organisation... n'inquiétait pas les travailleurs dans les entreprises.

Tous ces partisans de la politique de l'autruche durent pourtant admettre dès l'été 73 que des signes inquiétants de développement d'une campagne raciste se faisaient jour : ratonnades dans le Sud de la France, assassinats de travailleurs immigrés, impunité des écrits racistes de journaux comme Minute.

Ces mêmes organisations doivent aujourd'hui admettre une réalité : les groupuscules d'extrême-droite, comme le GAJ, Faire Front, le Front National, ne représentent rien numériquement. Ils ne représentent même pas un danger social à court terme, la bourgeoisie française pouvant faire l'économie du fascisme. Mais ils sont l'instrument direct de provocations contre le mouvement ouvrier : attaques de vendeurs de journaux (dont des membres du PC et du PS sur le marché Rambuteau), agressions contre les facultés (Censier et Tolbiac) et enfin convocation de meetings comme celui du 19. Face à ces provocations, la pire des attitudes est l'inaction et le silence. C'est cela la leçon à tirer des événements du 21 juin et il semble qu'elle l'a été par ceux qui se sont tus à cette époque. Nous ne pouvons que

nous en féliciter.

L'extrême-droite a donc décidé de recidiver : outre la présence de Patrie et Liberté, le meeting du 19 décembre est marqué par la reprise de la lutte contre

« l'immigration sauvage »

Ce meeting ne doit pas se tenir. Pour une triple raison :

— C'est d'abord un devoir de solidarité internationaliste avec la classe ouvrière chilienne que de refuser à ses bourreaux et à leurs émules français le droit d'expression en France. C'est ce qu'ont compris les étudiants de Madrid en expulsant manu militari des avocats à la solde de la junte.

C'est ensuite un devoir d'éducation du mouvement ouvrier français. Il est faux d'attendre que les organisations fascistes se développent suffisamment pour réagir. C'est dans l'œuf que la peste brune doit être écrasée : Ordre Nouveau est prêt à faire demain le sale travail que Patrie et Liberté fait aujourd'hui au Chili. Rappelons qu'au Stade National, ce sont les fascistes de Patrie et Liberté qui torturaient les prisonniers de gauche.

On ne peut enfin tolérer que le gouvernement français, au nom d'une démocratie formelle dont on voit les limites dans l'affaire du Canard Enchaîné, continue à tolérer des démonstrations fascistes.

Rouge appelle à la création de comités unitaires pour la préparation d'une contre-manifestation de masse le 19.

● COMMUNIQUÉ

Le journal Rouge se félicite de la décision du Collectif de défense des libertés de s'opposer à la tenue du meeting fasciste du 19 décembre, au cours duquel un représentant de la junte chilienne doit prendre la parole. Alors que le 21 juin les organisations partie prenante de ce collectif avaient laissé les forces révolutionnaires réagir seules à une provocation similaire, permettant ainsi au pouvoir de dissoudre la Ligue Communiste, Rouge note que c'est la première fois que les forces de gauche s'engagent à interdire une initiative fasciste, montrant ainsi que le riposte du 21 juin a porté ses fruits. Considérant qu'il n'est pas possible de laisser parler à Paris les apprentis Pinochet, qu'il n'est pas possible de tolérer la moindre complicité du pouvoir, le journal Rouge s'associe donc à cet appel

Le Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien appelle à organiser une contre-manifestation le 19 décembre. « Nous ne devons pas tolérer que des assassins de nos camarades chiliens puissent parler impunément ici. Ceci est vrai pour les ambassadeurs de la junte, ça l'est aussi pour les assassins de Patrie et Liberté et leurs homologues français de Faire Front. Dehors les fascistes chiliens. »

LA PROSE DE CES SALOPARDS

« Parlant du Chili, on ne peut que regretter une chose : que les nouveaux dirigeants de ce pays n'aient pas saisi l'occasion unique qui s'offrait à eux de purger une bonne fois pour toutes l'Amérique Latine de toute sa racaille gauchiste ». Les petits salopards de Faire Front qui écrivent ça dans leur journal espèrent sans doute raconter la même chose à la tribune de la Mutualité le 19 décembre. Sous le titre « Le Chili à l'avant-garde de la lutte anti-marxiste », les émules de Pinochet se félicitent sur une page entière des exploits de la junte chilienne. « Ne marchandons pas notre satisfaction » écrivent ces laudateurs des bourreaux du peuple chilien. Leur prose est édifiante : « LUTTE IDEOLOGIQUE. Nous relovons avec une satisfaction sans bornes les hauts cris poussés par ceux qui s'émou-

vent de ce que soient carbonisés sur les places de Santiago les œuvres complètes de Lénine, Castro, Neruda, etc. ! Les militaires chiliens ont montré par là qu'ils savaient frapper juste et fort, et mener la lutte idéologique comme il le fallait. Il n'aurait servi à rien de remettre le Chili sur ses pieds si n'avait pas été nettoyée la sous-culture marxiste propagée par le régime du « serpent bolchévique Allende ». Les pailloles indignées des adversaires du nouveau gouvernement donnent la mesure de la justesse de cette action ! »

Encore un détail : la légende illustrant l'article de Faire Front (15 octobre) est ainsi libellée : « Dans quelques minutes, c'en sera fait du porc Allende ».

Si après ça, vous n'avez pas envie de contre-manifester le 19 !

DONNAÏE — Un jour du Chili, on ne peut que regretter une chose : que les nouveaux dirigeants de ce pays n'aient pas saisi l'occasion unique qui s'offrait à eux de purger une bonne fois pour toutes l'Amérique Latine de toute sa racaille gauchiste. Les petits salopards de Faire Front qui écrivent ça dans leur journal espèrent sans doute raconter la même chose à la tribune de la Mutualité le 19 décembre. Sous le titre « Le Chili à l'avant-garde de la lutte anti-marxiste », les émules de Pinochet se félicitent sur une page entière des exploits de la junte chilienne. « Ne marchandons pas notre satisfaction » écrivent ces laudateurs des bourreaux du peuple chilien. Leur prose est édifiante : « LUTTE IDEOLOGIQUE. Nous relovons avec une satisfaction sans bornes les hauts cris poussés par ceux qui s'émou-



LE BARRAGE CONTRE LE PALAIS DE LA MONARQUIE

LE CHILI A L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE ANTI-MARXISTE

MARQUE PAR LE DESTIN...

1966, on agrève à normale Sup...
1967, le général Allende...
1970, le général Pinochet...
1973, le général Pinochet...

LUTTE IDEOLOGIQUE. Nous relovons avec une satisfaction sans bornes les hauts cris poussés par ceux qui s'émouvent de ce que soient carbonisés sur les places de Santiago les œuvres complètes de Lénine, Castro, Neruda, etc. ! Les militaires chiliens ont montré par là qu'ils savaient frapper juste et fort, et mener la lutte idéologique comme il le fallait. Il n'aurait servi à rien de remettre le Chili sur ses pieds si n'avait pas été nettoyée la sous-culture marxiste propagée par le régime du « serpent bolchévique Allende ». Les pailloles indignées des adversaires du nouveau gouvernement donnent la mesure de la justesse de cette action !

Santiago, centre le plus des populations communistes en Amérique Latine. C'est peut-être même un pays où l'on voit le plus d'œuvres d'art socialiste. Ce ne sont pas des œuvres d'art socialiste, mais des œuvres d'art socialiste.

« Parlant du Chili, on ne peut que regretter une chose : que les nouveaux dirigeants de ce pays n'aient pas saisi l'occasion unique qui s'offrait à eux de purger une bonne fois pour toutes l'Amérique Latine de toute sa racaille gauchiste ».

SANTIAGO ET BUENOS-AIRES

Le parti communiste de Buenos Aires a décidé de s'opposer à la tenue du meeting fasciste du 19 décembre, au cours duquel un représentant de la junte chilienne doit prendre la parole. Alors que le 21 juin les organisations partie prenante de ce collectif avaient laissé les forces révolutionnaires réagir seules à une provocation similaire, permettant ainsi au pouvoir de dissoudre la Ligue Communiste, Rouge note que c'est la première fois que les forces de gauche s'engagent à interdire une initiative fasciste, montrant ainsi que le riposte du 21 juin a porté ses fruits. Considérant qu'il n'est pas possible de laisser parler à Paris les apprentis Pinochet, qu'il n'est pas possible de tolérer la moindre complicité du pouvoir, le journal Rouge s'associe donc à cet appel

« Parlant du Chili, on ne peut que regretter une chose : que les nouveaux dirigeants de ce pays n'aient pas saisi l'occasion unique qui s'offrait à eux de purger une bonne fois pour toutes l'Amérique Latine de toute sa racaille gauchiste ».

« Personne n'a pu m'expliquer comment arrêter les trains arrête la hausse des prix » a dit Messmer à propos de la grève du 6 décembre. Il est vrai qu'on ne saurait demander à un légionnaire de comprendre le syndicalisme. Ce qui est plus ennuyeux, c'est que personne n'ait pu lui expliquer comment lui, Messmer, allait enrayer la hausse des prix. Certainement pas avec le dernier plan anti-inflation présenté par Giscard le 5 décembre.

La situation du capitalisme français est difficile : il dépend plus que tout autre pays industriel — sauf le Japon — des approvisionnements extérieurs en pétrole (la France importe 70 % de l'énergie qu'elle consomme). Il a fondé largement sa prospérité sur l'industrie automobile et les industries chimiques aujourd'hui menacées par la crise du pétrole.

Dans ce contexte, l'ensemble des décisions prises le 5 décembre, tout comme le premier plan anti-inflation (qui lança le mois dernier les commerçants dans la grève) n'auront aucun effet sur les prix. Il ne s'agit que d'un simple hors-d'œuvre. Ce qui s'annonce, ce sont des menaces autrement plus graves pour les travailleurs en 1974, en France et dans le reste de l'Europe.

PRIX : UN PLAN POUR RIEN

La politique du ministère des Finances n'a pas changé : bricolage à court terme, et saupoudrage de quelques mesures anti-ouvrières. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'accueil que lui a fait le patronat : « Pas de pessimisme excessif dans les milieux dirigeants du patronat, qui ont étudié les incidences du mini-plan de stabilisation » dit la « lettre de l'Expansion » du 10 décembre. Et elle ajoute froidement : « Le patronat espère pouvoir tourner partiellement le dispositif... »

Le détail des mesures décidées confirme bien cette impression générale :

●Épargne :

Le gouvernement veut inciter les gens à épargner plutôt qu'à acheter massivement des biens réels. C'est pourquoi ceux qui ont des livrets de caisse d'épargne toucheront un intérêt de 6 % au lieu de 5 %. Un seul ennui : le taux d'inflation est si important (12 % par an) que loin de rapporter, l'argent épargné perd de la valeur. En somme, cette mesure de Giscard revient à dire aux épargnants : vous perdrez désormais seulement 6 % par an sur vos économies au lieu de 7 ! Une aubaine !...

●Impôts :

Au lieu d'un tiers provisionnel le 15 février, les contribuables payeront la moitié de leurs impôts annuels à cette date. Désagréable surprise qui rend pour les travailleurs ce début d'année encore un peu plus difficile.

Notons que ces deux mesures sont passablement contradictoires : le gouvernement espère que les travailleurs payeront plus d'impôts début 74, tout en mettant plus d'argent de côté.

L'argent ainsi dégagé (celui des caisses d'épargne et celui des impôts payés en avance) servira à aider les patrons, qui risquent d'en avoir besoin si la crise se développe en Europe. Mesures à très court terme : elles jouent sur quelques semaines. C'est que personne à vrai dire parmi les capitalistes et leur gouvernement ne sait très bien ce qui va se passer et donc ce qu'il conviendra de faire en 1974.

●Crédit :

Giscard renforcera l'encadrement du crédit (sans toutefois en venir à un encadrement strict qui gênerait trop les grands industriels). Résultat : l'argent devient plus cher.

Pour les grandes entreprises, cette mesure revient à une incitation à ne pas « gâcher » leur argent : pas d'augmentation de salaires inconsidérées, une trésorerie aussi petite que possible. Mais les grandes entreprises ont les moyens de trouver d'autres ressources que le crédit bancaire.

Par contre pour les petites et moyennes entreprises, cela se traduira par des difficultés accrues. C'est la raison pour laquelle le CNPF ne s'en émeut pas, alors que Gingembre, représentant des PME proteste fortement contre cette mesure qui renforce la concentration capitaliste.



Rouge-Fototh

La manifestation du 9 à Paris.

DES 'MESURES GISCARD' A L'OFFENSIVE ANTI-OUVRIERE

Pour les travailleurs cela signifie une pression sur la consommation ; c'est d'ailleurs le but explicitement recherché.

Ainsi, les agences du Crédit Lyonnais, banque nationalisée, ont reçu une circulaire particulièrement claire : « Tout nouveau crédit consenti aux particuliers sous quelque forme que ce soit, est désormais interdit. »

Ajoutons que même si le gouvernement adoptait une politique du crédit beaucoup plus sévère, loin de juguler l'inflation, elle ne pourrait qu'alimenter la hausse des prix : bien évidemment les patrons, chercheraient à répercuter la hausse du prix de l'argent sur le prix des produits fabriqués, tout comme ils répercutent les hausses de salaires.

Ce plan « anti-inflation » du 5 décembre, à défaut d'être économiquement efficace, avait une fonction politique bien précise de contre-feu à la grève générale du 6 décembre. Une fois de plus, le fiasco a été total : annoncé longtemps à l'avance, son plan, comme le précédent, n'a guère suscité d'intérêt parmi les travailleurs largement pénalisés par ces mesures.

Il a d'autre part alimenté le mécontentement des patrons des PME, les plus touchés par la crise.

En fait, les vraies mesures restent à venir : Messmer et Giscard attendent que la situation se clarifie pour préciser leurs plans contre les travailleurs. La façon dont la grève du 6 a été attaquée hystériquement par Sanguinetti, Messmer et compagnie indique bien quelle offensive se prépare.

FAIRE PAYER LA CLASSE OUVRIERE

Quelle que soit l'issue de la crise du pétrole, il va désormais falloir payer : payer pour le pétrole et payer pour changer l'approvisionnement énergétique de la France. Le gouvernement compte bien présenter la note aux salariés.

D'autre part, dans ce contexte, la récession qui s'annonce risque d'être particulièrement grave. Les prévisions officielles faites très sérieusement par les économistes du pouvoir avancent des chiffres inquiétants : croissance proche de zéro, nombre de chômeurs tendant vers le million en 1974, flambée des prix qui se

poursuivra malgré le ralentissement économique...

Ces prévisions sont plausibles, il est encore trop tôt pour dire si elles sont probables. D'ores et déjà, quelle que soit l'ampleur et la gravité des maux annoncés, une chose est certaine : une offensive sans précédent depuis mai 68 se prépare contre le pouvoir d'achat et l'emploi de la classe ouvrière.

On en voit d'ores et déjà les prémices :

— dans le rythme actuel de l'inflation : 1,2 % pour l'indice officiel d'octobre, c'est-à-dire un rythme de 15 % par an (chiffre énorme), alors que les répercussions de la hausse des prix pétroliers ne se sont pas faites encore sentir.

— dans la reprise, depuis les vacances, d'une montée régulière du nombre de chômeurs, comme l'indique le tableau des demandes d'emploi non satisfaites du ministère du Travail :

	Juin	Juillet	Sept.	Octobre
1972	377.200	379.700	393.900	285.500
1973	379.900	401.400	427.000	423.300

Les derniers chiffres dépassent de 50.000 le nombre de demandes d'emploi non satisfaites de l'automne 1971, à l'époque où organisations syndicales et partis ouvriers sonnaient l'alarme sur la montée du chômage.

Des épreuves qui s'annoncent, les capitalistes français — comme tous ceux d'Europe — risquent de sortir affaiblis pour longtemps vis-à-vis des USA, mais ils chercheront à limiter au maximum les dégâts sur le dos des travailleurs.

Les premières victimes toutes désignées



ce sont les travailleurs immigrés : la bourgeoisie allemande a déjà décidé l'arrêt de toute immigration. En France, cette vieille crapule de Bergeron reprend la même chanson pour essayer de diviser la classe ouvrière.

Déjà, la direction de l'usine Peugeot a décidé le renvoi de 259 travailleurs yougoslaves dont le contrat de travail provisoire arrivait à expiration le 5 janvier. L'immigré « soupape de sécurité économique » pour le patronat, l'immigré bouc émissaire de la crise, attaqué par les fascistes et les racistes de tous poils, voilà la menace qui se dessine dans plusieurs pays d'Europe.

D'autre part, les patrons chercheront à tirer au moins profit de la situation pour briser ce qu'avait imposé la mobilisation des travailleurs depuis 1968. Depuis 68 en effet la situation économique a été favorable aux travailleurs et à leurs revendications : dans beaucoup de secteurs du privé, les patrons ont préféré consentir des augmentations de salaires que de se mettre une grève sur les bras et compromettre ainsi leur avenir sur des marchés nouveaux. Dans le secteur public et nationalisé, non seulement, la politique contractuelle modèle Chaban s'est révélée inefficace du fait de la combativité des travailleurs, mais elle est aujourd'hui jugée trop coûteuse.

Maintenant, c'est la pression sur les salaires qui est à l'ordre du jour. Ceyrac a déjà annoncé la couleur en réclamant : « Que les Français acceptent que pendant une période limitée qui pourrait être de 6 à 8 mois, leurs revenus n'augmentent pas plus vite que le coût de la vie. »

Cette « austerité salariale », le patronat l'annonce clairement en prévoyant de réduire de 3 points la croissance nominale actuelle des salaires. Et pour faire passer cette politique, le pouvoir spéculera froidement sur une montée du chômage susceptible de « modérer la revendication salariale »

QUELLES REVENDICATIONS ?

Affaibli, divisé, le capitalisme mondial n'a pas été aussi vulnérable depuis long temps, aussi dangereux non plus. Face aux échéances qui s'annoncent, les travailleurs doivent clairement faire savoir qu'ils n'ont pas du tout l'intention de faire les frais de la faillite du système capitaliste. Ils doivent, après la grève du 6 décembre contre la vie chère préparer de nouvelles mobilisations centrales sur des revendications unifiantes capables de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière :

- * **Contre la hausse du coût de la vie :**
 - échelle mobile des salaires sur la base de l'indice des organisations syndicales, sous le contrôle des travailleurs
 - 200 F d'augmentation pour tous immédiatement
 - 1500 F minimum par mois
 - abolition immédiate des impôts indirects et forte imposition du capital

* **Contre le chômage, contre les manœuvres visant à diviser la classe ouvrière en tentant de faire passer les immigrés pour responsables de la crise :**

- non aux licenciements
- réduction massive du temps de travail sans diminution de salaires. La semaine de 35 heures
- échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire répartition du travail existant entre toutes les mains ouvrières
- contre toute politique d'expulsion des immigrés, de blocage ou de contrôle de l'immigration : libre jeu des courants migratoires, mêmes droits pour tous ceux qui travaillent dans le même pays.

* **Face à la politique des trusts multinationaux, face à la tentative des gouvernements européens de coordonner leurs politiques anti-ouvrières vis-à-vis de l'inflation et du chômage, il faut affirmer la solidarité de classe internationale des travailleurs. Les dockers de 5 pays d'Europe qui ont refusé de briser la grève des cimentiers français montrent la voie.**

Le système capitaliste montre quelle est sa faillite. Non seulement les travailleurs doivent montrer qu'ils refusent d'en faire les frais, mais ils doivent se donner les moyens de préparer concrètement son renversement. Pour cela, le chemin n'est pas celui des élections anticipées ou non d'ici 76, mais celui de la lutte, celui de mai 68 intégrant les acquis de Lip.

Pierrot
F.L.

PETROLE:

LES DESSOUS DE LA CRISE

La crise du pétrole aujourd'hui ouvre une nouvelle étape extrêmement grave pour l'impérialisme.

... que soit le résultat final, plusieurs points sont déjà sûrs :

Le pillage effronté du pétrole par les

C'est pourquoi si des troupes françaises et anglaises sont actuellement massées à Djibouti, il est peu probable qu'elles interviennent dans les pays arabes, les USA n'ayant aucun intérêt à cautionner une telle intervention, par ailleurs fort hasardeuse.

LE PETROLE COUTERA BEAUCOUP PLUS CHER

Les réserves de pétrole répertoriées dans le monde sont de 90 milliards de tonnes au plus, dont 56 % au moins se trouvent au Moyen-Orient. Le reste est dispersé un peu partout dans le reste du monde :

Moyen-Orient	56 %
URSS	10 %
Afrique	11 %
Amérique du Nord	9 %
Amérique du Sud	5 %
Reste du monde	9 %

Ces réserves représentent, au rythme actuel d'augmentation de la consommation, à peine 25 ans de consommation mondiale.

Pendant cent ans, les compagnies ont réussi à vendre au monde entier le pétrole au prix qu'il coûtait à produire sur les territoires des USA, c'est-à-dire cher, beaucoup plus que le vrai prix du pétrole produit au Moyen-Orient et expédié en Europe. Cette situation profitait d'abord aux compagnies qui ont accumulé ainsi une quantité énorme de bénéfices. Avec ces bénéfices, elles ont pu acheter les gouvernements dont elles avaient besoin, exterminer les autres et racheter une partie des autres sources d'énergies susceptibles un jour de remplacer le pétrole.

Cette situation profitait ensuite aux Etats-Unis.

A partir des années 60 le prix du pétrole s'est mis à baisser. Deux raisons à cela : les Cies veulent conserver et étendre leur emprise sur le marché de l'énergie et elles redoutent la concurrence d'autres formes d'énergies.

De plus, certains gouvernements ont favorisé des sociétés indépendantes du cartel, comme la Cie française des pétroles en France, ENNI en Italie, qui s'efforcent de faire baisser le prix du pétrole en menaçant d'acheter le pétrole soviétique moins cher ou en accordant aux Etats producteurs des redevances plus élevées.

Une mesure de restriction dont Messmer ne s'est pas vanté : le chauffage est coupé dans les prisons de 19 h à 7 heures du matin. Comme il est impossible de dormir à la Santé, la fenêtre fermée si on ne veut pas mourir étouffé, les prisonniers gèlent toutes les nuits. Il paraît qu'à Matignon, le chauffage est maintenu à 22°.

A partir de 1970, ce mouvement de baisse prend fin : les pays capitalistes sont devenus trop dépendants du pétrole pour ne pas accepter de le payer n'importe quel prix et surtout, les pays producteurs profitent d'une nouvelle situation de la recherche de nouveaux gisements : alors que jusque là, les nouveaux gisements découverts étaient toujours plus rentables que ceux d'avant, c'est désormais le contraire et sans doute pour toujours :

On découvre de nouveaux gisements mais de plus en plus chers à exploiter. Résultat simple : ceux qui exploitent les anciens puits, en vendant au même prix que les nouveaux font un profit plus gras, ils disposent d'une rente.

Plus les besoins augmentent, plus cette rente sera forte. C'est cette rente qui intéresse les pays arabes et que les pays importateurs devront payer s'ils veulent du pétrole.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN S'EN SORT BEAUCOUP MIEUX QUE LES AUTRES

Dès la semaine dernière, la remontée du dollar et de la bourse de New-York anticipent cette situation. Depuis 1970, l'élévation progressive du prix de l'énergie payée par l'Europe et le Japon a amélioré sensiblement la compétitivité de l'économie américaine, qui doit payer cher son énergie. Plus que la pénurie, c'est cela qui explique quel type d'offensive anti-ouvrière préparent les bourgeoisies européennes.

Les USA disposent d'une grande quantité d'énergie mais dont l'exploitation sera coûteuse. La hausse actuelle permet de rentabiliser des sources qui rendront d'ici quelques années les USA plus indépendants que jamais pour leur approvisionnement énergétique.

QUELLES SOLUTIONS ?

L'indépendance pour l'approvisionnement énergétique de la France n'a aucun sens. Le gouvernement peut être en bons termes avec les pays arabes, ils ne feront pas cadeau d'une richesse comme le pétrole qu'il est possible de vendre très cher à toutes sortes d'autres pays aujourd'hui.

Se passer du pétrole ? Ceci suppose une reconversion complète non seulement des sources d'énergie, mais aussi du mode de consommation défini depuis 25 ans.

Des accords directs avec les pays producteurs, sans passer par les Cies du cartel sont possibles en France. Mais d'abord, certainement pas bon marché, ensuite, ou bien cela suppose des investissements énormes pour raccourcir les installations de raffinage et de distribution du cartel, investissements que les travailleurs devront payer en sueur et en salaires diminués, ou bien, plutôt que de construire de nouvelles raffineries à côté de celles du cartel, il faudra nationaliser l'ensemble des installations du cartel en France et les faire fonctionner au service et sous le contrôle des travailleurs.

Beaucoup plus simple que la précédente, cette solution a peu de chances d'aboutir si on laisse l'initiative à la clique au pouvoir.

PAS DE SOLUTION EN FRANCE MEME

Il est vain de rêver à une solution française de la crise comme le propose aujourd'hui le PCF. Obliger les Cies nationalisées d'alimenter par priorité la France ? Pourquoi la France et les patrons français plutôt que les patrons allemands ou hollandais ? Proposer comme le fait l'« Humanité » de revenir à la filière française pour l'énergie nucléaire ou de rouvrir les mines de charbon ne permet en rien de répondre aux problèmes posés par la gabegie et l'imprévoyance capitalistes.

Le problème de l'énergie démontre quelles possibilités seraient offertes à l'humanité par une planification socialiste des besoins et des ressources. Le capitalisme vient de montrer une fois de plus quel gâchis et quelle pagaille il entraîne.

Ni en France, ni ailleurs nous ne l'aiderons à s'en sortir.

Pierrot

"le ciment ça commence dans la boue, ça finit dans la poussière"



La grève des cimentiers dure maintenant depuis plus d'un mois. Non seulement elle paralyse la quasi totalité des usines de la branche, mais ses répercussions sont déjà énormes, en particulier dans le bâtiment. Aidée par la solidarité internationale active des travailleurs de 5 pays d'Europe, elle tient. Rouge a interviewé un camarade militant CGT d'une entreprise des Chaux et Ciments de la région de Mantes.

Depuis le 16 novembre, presque tous les travailleurs des Chaux et Ciments sont en grève. Peux-tu nous expliquer comment a démarré le mouvement ?

Le mouvement a commencé après la grève du 10 octobre. Ce jour-là, c'était une grève de 24 heures des Chaux et Ciments qui a été très peu suivie en particulier dans ma région : la CFDT et une partie de la CGT d'ici n'étaient en effet pas d'accord pour faire une grève de 24 heures ; pas d'accord non plus avec les augmentations de 3% qui étaient proposés. C'est pourquoi les syndicats des 3 usines de la région ont fait connaître leurs propositions : une augmentation de 150 F pour tous et une grève de plus grande envergure. Et les directions syndicales CGT et CFDT ont appelé à un vote dans chaque usine. A Gargenville, à bulletins secrets, le vote a donné une minorité favorable à la grève. A mains levées, à Guerville et à Limay, il a donné une majorité pour la grève.

Comment le mouvement s'est-il étendu à pratiquement toutes les usines ?

Dans la région, le mouvement a démarré à Guerville avec fermeture complète des portes et piquets de grève. Il faut dire qu'à Limay, les travailleurs des carrières étaient déjà en grève depuis 6 ou 7 semaines. Quant à Gargenville, après le vote, les discussions ont continué. Les camarades des fours ont décidé de rentrer en lutte. Et devant l'ampleur du mouvement qui se dessinait, malgré le vote défavorable qui avait eu lieu, les gars sont également rentrés dans le mouvement. Seuls une petite minorité de jaunes et la maîtrise ont voulu briser la lutte en essayant de rallumer les fours ; mais leur manœuvre n'a pas réussi et d'autres camarades sont venus se joindre au mouvement.

Et au plan national, peux-tu expliquer comment s'est organisée l'extension du mouvement qui touche aujourd'hui une soixantaine de villes ?

Ça a démarré après le vote. Les usines où il y avait une majorité de oui ont débrayé le 16. Puis, elles ont téléphoné à leurs collègues des autres usines pour leur demander ce qu'ils faisaient et leur faire savoir qu'eux étaient en grève, ce qui a poussé d'autres usines qui étaient en balance. De téléphone en téléphone, ça a été la chaîne et tous les travailleurs de toutes les usines ont pensé qu'il fallait démarrer.

Et quel a été le rôle des directions syndicales au niveau national ? Ont-elles assuré l'information et la coordination ?

Oui, quoique, bien souvent, les usines aient fait la coordination entre elles. Les directions syndicales ont été un peu timorées, nous avons manqué souvent d'informations.

Venons-en maintenant aux revendications. A ton avis, quelles sont les plus importantes ?

En premier lieu c'est l'augmentation des salaires. On a posé, après discussion, la revendication de 200 F pour tous. Deuxième revendication : les 40 heures et la retraite à 60 ans. Il y a aussi l'amélioration des conditions de travail et la garantie de l'emploi. Sur le plan local, d'autres revendications se font jour comme le relèvement des bas coefficients et l'amélioration des conditions de certains postes de travail. Sans oublier la grille unique des salaires du manoeuvre à l'ingénieur et l'échelle mobile des salaires.

Pourquoi poser en premier l'augmentation des salaires ? Et pourquoi 200 F pour tous ?

L'augmentation des salaires parce que, depuis un certain nombre d'années, les Chaux et Ciments comme l'ensemble du bâtiment sont restés très en arrière par rapport aux autres professions comme par exemple la métallurgie.

Grosso modo, un ouvrier de fabrication 4ème échelon (ce qui correspond à un ouvrier qualifié 2ème échelon) a un sa-

laire de base de 1200 F ; il améliore son salaire par toute une série de primes (ancienneté, production...) et cela peut atteindre 1500 F. Mais toutes ces primes sont aléatoires et le total n'est quand même pas lourd.

Quant aux 200 F pour tous, c'est parce que jusqu'ici nous avions toujours eu affaire à certains catalogues revendicatifs comprenant des augmentations en pourcentage qui ont creusé un fossé entre les catégories. C'est pour cela que nous mettons en avant l'augmentation des salaires et surtout l'augmentation *uniforme*.

Ce mot d'ordre a été avancé dans la région mantoise. Mais est-ce qu'il a été repris dans d'autres usines ?

Oui, il a été repris à l'usine de Couvrault, à côté de Vitry-le-François et sans doute ailleurs, car maintenant les syndicats, sur le plan national, viennent d'avancer 150 F pour tous de rattrapage pour les négociations.

En fait, c'est un mot d'ordre qui est venu de la base. Depuis un certain temps, la base comprend très bien que les augmentations en pourcentage donnent très peu aux salariés de base et beaucoup aux hauts salaires. Par exemple, si on compte 2% pour un salaire de 150.000 F, ça fait 3000 ; pour un ingénieur qui touche 500.000 F, ça lui fera 10.000 F. C'est pourquoi un groupe de camarades des 3 usines de la région a avancé le mot d'ordre de 15.000 F pour tous.

Il a été favorablement accueilli. On peut même dire que les travailleurs en grève y tiennent fermement : c'est leur première préoccupation.

Tu as parlé tout à l'heure des conditions de travail. Dans les cimenteries, elles sont particulièrement pénibles et dangereuses.

Oui. Comme le disait il y a quelques jours un camarade dans « Paris-Normandie » : « Le ciment, ça commence dans la boue et ça finit dans la poussière ». C'est vrai. Dans les carrières, s'il vient un orage, on patauge dans un cloaque de boue épouvantable ; aux fours, c'est la chaleur et la poussière ; au broyage, un bruit infernal et la poussière ; et aux expéditions, un travail physique très pénible et encore la poussière... Et, malgré cela, les patrons ne donnent que des salaires minimes.

L'autre grand problème, c'est celui de la garantie de l'emploi. Y a-t-il des licenciements de prévus et quelle est leur origine ?

Dans la région, il y a Limay qui peut être touché d'ici quelques temps. Mais dans l'immédiat ce sont surtout d'autres usines de province qui vont être touchées : les camarades de Bagny risquent dans le courant 74 de voir certains d'entre eux répartis dans les usines de la région parisienne, du Sud-Ouest ou d'ailleurs.

Une cimenterie de l'Ouest et une du Sud-Ouest risquent également d'être fermées dans un temps plus ou moins long.

Cela vient de la concentration des patrons cimentiers. *Poliet et Chausson*, qui avait une usine dans la région de Gargenville, a absorbé les *Ciments Français* qui comprenait l'usine de Guerville. C'est ainsi que le trust veut fermer les petites usines pour une plus grande rentabilité, pour augmenter la productivité. Ce sont les travailleurs qui risquent d'en faire les frais et les bénéficiaires iront dans les poches des patrons cimentiers.

Comment envisagez-vous la lutte contre les plans de licenciements ? Dans la discussion des mots d'ordre, avez-vous avancé la réduction du temps de travail, l'ouverture des livres de comptes ? La nationalisation sous contrôle ouvrier des cimenteries se pose-t-elle ? En un mot, comment concevez-vous la bataille autour de l'emploi ?

Dans le programme de revendications sur le plan national a été avancé : pas de licenciements, pas de démantèlement. L'ouverture des livres de comptes n'a pas été envisagée ; il faudrait peut-être en discuter avec les camarades. Nous avançons la réduction du temps de travail, mais cette revendication ne se pose pas de la même façon dans toutes les régions : par exemple, dans la région mantoise, si le temps de travail était réduit à 40 ou même à 37 ou 36 heures, si la retraite était obtenue immédiatement à 60 ans (et c'est ce qu'on demande), cela ne réglerait pas le problème des camarades de l'Est ou de l'Ouest ou du Sud-ouest qui risquent d'être déportés dans d'autres régions. C'est le cas de ceux de Bagny ou de Colombel. Une déportation dans une autre région, ça poserait de très gros problèmes de réadaptation. Tu sais, dans la profession, nous sommes tous des personnes assez âgées. La moyenne d'âge est entre 40 et 50 ans. Et il y a un dépaysement à cet âge-là. Ce n'est pas possible pour tout le monde. C'est pourquoi les organisations syndicales nationales ont proposé une reconversion des usines qui doivent fermer : par exemple, reconvertir l'usine de Bagny en centre de broyage.

Est-il possible d'envisager un reclassement pour ces travailleurs dans une autre industrie sur place ?

C'est peut-être possible, mais près de Nancy, il n'y a pas tellement d'industrie. Ça poserait des problèmes de transports. Et puis, pour des camarades qui ont toujours fait du ciment, il est très difficile d'aller travailler dans la métallurgie par exemple. D'autant plus qu'ils auraient des postes de manoeuvres ou des postes dans des basses rémunérations.



L. Lapin/Inuisse/Fotoval

Et la revendication de nationalisation sous contrôle ouvrier, peut-elle être avancée ?

Il y a déjà eu un projet de nationalisation des cimenteries. Mais nous pensons que les organisations syndicales parlent de nationalisation, mais ne précisent pas assez comment s'effectuera le contrôle ouvrier. Ce qui fait que les travailleurs ne se sentent pas tellement concernés par le problème de la nationalisation dans le cadre du système actuel. Dans la région, nous avons une usine nationalisée : Renault, et nos camarades là-bas ne sont pas logés à meilleure enseigne que nous et subissent également l'exploitation capitaliste.

Parlons maintenant des perspectives actuelles. Aujourd'hui, étant donné l'ampleur de la grève, la

production du ciment est complètement bloquée et le chômage technique dans la construction et le bâtiment risque de prendre des proportions importantes. On parle déjà de plusieurs centaines de milliers de travailleurs touchés par ce mouvement. N'y a-t-il pas risque de démolition et de pourrissement, malgré le soutien international qu'il rencontre ?

Il est certain que certains camarades du bâtiment risquent de se trouver en chômage technique ou plutôt en chômage tout court car il n'y a pas de chômage technique dans le bâtiment. Mais nous avons pris des contacts avec tous les travailleurs du bâtiment, nous leur avons expliqué par tracts pourquoi nous étions en grève. Certains nous encouragent au contraire à continuer. C'est le cas particulièrement pour les camarades de Fibrociment qui risquent d'être en chômage ; mais ils nous encouragent néanmoins à continuer la grève. Ils pensent qu'ils refuseront le chômage : au cas où ils n'auraient pas de ciment pour travailler, ils ont certaines tâches qu'ils peuvent faire sans ciment, comme nettoyer leur matériel dans le cadre de l'hygiène et de la sécurité. Certaines grues ont besoin d'être révisées, repeintes, etc.

Notre rôle à nous c'est de mettre ces camarades du bâtiment au courant des raisons de notre grève et de les avoir avec nous. Car déjà certaines entreprises sont touchées.

Que cela puisse démoraliser les camarades des cimenteries ? Il n'y en a aucun signe dans l'immédiat.

Est-ce que le soutien international continue ? Est-il efficace pour les travailleurs des cimenteries françaises ?

Les travailleurs belges, suisses, allemands, italiens et je crois également les travailleurs anglais refusent de charger les camions, trains, bateaux de ciment à destination de la France. On a aussi appris récemment que les dockers de Bordeaux refusent de décharger un bateau de ciment. C'est peut-être la première fois qu'il y a un tel mouvement de solidarité internationale dans une grève et cela nous apporte vraiment un bon soutien.

BATELIERS : POUR 80 HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE...

Sur le canal de la Marne, à la hauteur de la zone industrielle de Chelles, 18 péniches des *Ciments Français* sont arrêtées et plus loin, à Couvraut, près de Vitry-le-François, 9 autres de la même maison. Les bateliers en ont assez de toucher un salaire dérisoire pour des journées à rallonge. Ils sont en grève depuis le 15 novembre.

« On travaille 13 heures par jour et en cette saison, 11 heures, sans aucun arrêt le midi ». Sur la péniche, le batelier est capitaine et sa femme est matelot. Tous deux sont employés de la Société des *Ciments Français*.

Ils chargent le ciment à l'usine de Couvraut et s'en vont au dépôt de Chelles pour le décharger. Après quoi ils retournent à Couvraut recharger. Le voyage dure en moyenne 9 jours. Ils travaillent de 5 h 30 à 19 h 30 et le midi la femme conduit la péniche pour permettre au mari de manger. Cela fait en moyenne 80 h par semaine.

PAS DE SAMEDI NI DE DIMANCHE

Le salaire de base est de 1190 F pour l'homme et de 740 F par mois pour la femme. Auxquels s'ajoutent les primes de voyage. Ils travaillent tous les jours, samedi et dimanche compris. La société leur « attribue » deux jours de congés par mois ; mais elle sait très bien qu'ils ne les prendront pas sous peine de faire sauter un voyage et la prime correspondante.

Malgré ces conditions incroyables, le salaire mensuel du couple, *tout compris*, ne dépasse pas une moyenne de 2200 F par mois !

Pour des bateliers, élever des enfants, cela pose des problèmes difficiles : il n'y a pas de crèches, jusqu'à 7 ans ils restent à

bord dans le logement minuscule de la péniche. Quand ils sont en âge d'aller à l'école, les parents ont le choix entre un logement chez des particuliers près d'une école, ou l'internat dans des écoles spéciales pour enfants de bateliers (il y en a une à Conflans, à 100 km de Chelles...). Les frais vont de 350 F à 460 F par mois, logement et nourriture. Sans compter les fournitures scolaires !

PAS QUESTION DE CHARGER NI DECHARGER

Jusqu'ici la direction a refusé toute négociation. Mais les 18 couples de bateliers (syndiqués CGT) tiennent bon. Ils exigent :

- des augmentations de salaire d'abord promises, puis refusées le 14 novembre ;
- le 13ème mois
- la prime d'ancienneté

Ils refusent à Couvraut de charger le ciment, à Chelles, de le décharger. Apprenant que du ciment allait être livré par train à Chelles, ils ont constitué un piquet de grève pour empêcher la livraison. Le train a dû repartir plein !

La direction fait du chantage : accepter de décharger, j'accepte d'ouvrir des négociations... Autant dire : abandonnez votre arme essentielle et discutez. Pour les bateliers il n'en est pas question.

SOLIDARITE

Sur la ville de Chelle, le soutien commence à s'organiser. Dimanche dernier, sur le marché, une collecte a rapporté 120 F. Des tracts de Rouge et des pancartes popularisaient la lutte. Les bateliers étaient là, expliquant leurs conditions de travail et leurs revendications. Toute la matinée des discussions se sont poursuivies avec les gens qui venaient faire leur marché. Tous affirmaient leur soutien et les encourageaient à tenir bon.

9.12.73
Correspondant

points chauds



CERISAY : 27 LICENCIEMENTS

Le patron de Cousseau (Cerisay) vient de frapper. Durant trois mois, des ouvrières de son usine ont fabriqué des chemisiers « Pil », jusqu'à la réintégration de leur déléguée syndicale CFDT. Une lutte tenace, une lutte dont le nom s'associait à celui de Lip.

Le patron a dû canner. Mais, dès la reprise du travail, avec la bestialité du petit exploitateur qui a senti sur sa nuque passer le soufflé de la révolution, il partit en guerre, pour remettre en cause l'accord conclu, aux mépris de tous les engagements antérieurs :

- plusieurs anciennes grévistes ne retrouvaient pas leur emploi
- plus de 12 mises à pied en 24 h ; des lettres d'avertissement
- et finalement 27 licenciements et la création d'une section syndicale jaune FO sur l'entreprise, qui est à l'origine d'un « Comité de Défense de Cousseau ».

Ne laissons pas le patron de Cousseau prendre ainsi sa revanche. **REINTEGRATION IMMEDIATE DE TOUTES LES LICENCIES.**

CONTRE LE LICENCIEMENT ABUSIF DE MICHEL HOURNON A SOVIREL LE COMBAT CONTINUE

Sovirel c'est 3400 ouvriers, c'est quatre usines, c'est le distributeur d'emplois de toute cette région Sud, Seine et Marne.

Sovirel c'est aussi une production contrôlée par Corning Glass - trust américain - c'est la quatrième entreprise française au niveau des bénéfices !

C'est aussi une entreprise où les luttes se multiplient depuis 1971, contre les licenciements et les mutations, contre la remise en cause des coefficients, contre l'augmentation des cadences...

Alors pour la direction, cela ne pouvait plus durer. Il fallait mettre au pas les organisations syndicales et d'abord s'attaquer aux responsables syndicaux combattifs. Michel Hournon travaillant depuis 7 ans dans l'entreprise, ancien délégué du personnel CGT, actuellement membre du bureau de la section CFDT, reconnu par tous comme un des meilleurs militants syndicaux, malgré la calomnie de la fraction du

PCF, était l'ennemi numéro 1. Un prétexte fut trouvé pour le licenciement : « est revenu sur son lieu de travail en dehors de l'horaire normal sans avoir demandé préalablement l'autorisation ».

En effet, Michel était effectivement revenu récupérer sa serviette oubliée à son poste de travail !

Mais lors de la réunion entre la direction de Sovirel et l'intersyndicale CFDT, CGT, CGC, la direction tint un tout autre langage : « Il faut couper le bois mort ». « Les gens qui mettent la pagaille dans l'usine n'y ont pas leur place ». « Monsieur Hournon est un agitateur ».

Ainsi pour la direction le but est clair : elle veut faire régner la peur, brandir au-dessus de chacun la menace de licenciement pour un motif futile, affaiblir les organisations syndicales et ainsi stopper toute lutte qui remettrait en cause ses profits, en un mot elle veut retrouver « la paix sociale ».

Face à cela les travailleurs ont réagi : à l'appel de la CFDT des débrayages quotidiens de deux heures, suivis entre 60 et 100 % selon les secteurs, ont été organisés : les démolisseurs en lutte ont fait « deux heures pour les revendications, plus deux heures pour Michel ». Tout le monde comprend que, à travers Michel, ce sont tous les travailleurs combattifs qui sont visés. Pourtant la direction de la CGT n'a appelé jusqu'à présent qu'à une heure de grève. La CFDT a décidé de consulter l'ensemble des travailleurs et de s'engager dans une action résolue. Le patron est vulnérable, les cahiers de commandes sont pleins, il n'a pas hésité, face à la grève des con-

trôleurs, à fournir automatiquement 10 % en plus des commandes (correspondant au pourcentage de pièces défectueuses).

Des formes d'action efficaces existent qui, en bloquant la production, peuvent contraindre le patron à céder. Mais pour cela il faut l'unité dans l'action. Il faut que se développe la solidarité. A l'appel de la section CFDT, les Lips apportent déjà leur solidarité. Répondons massivement à son appel.

POUR LE SOUTIEN DU CAMARADE ET DE LA SECTION SYNDICALE

— ENVOYEZ DES MOTIONS DE SOLIDARITE :

Syndicat CFDT Sovirel
77, Bagneaux s/Loing

— ENVOYEZ DES MOTIONS DE PROTESTATION (avec si possible un double à la section CFDT) :

M. Meurice
directeur des établissements
Sovirel
77, Bagneaux s/Loing

PECHINEY-NOGUERES

DES RESULTATS POSITIFS
D'UNE GREVE EXEMPLAIRE

La direction du trust vient de céder sur l'une des revendications importantes des ouvriers de

Noguères : une 5ème équipe est formée par l'embauche de 57 travailleurs.

C'est une amélioration réelle des conditions de travail : diminution du travail sans perte de salaire. Pour que cette victoire soit bien mesurée par les autres travailleurs, rappelons que l'usine comporte 450 ouvriers : 12 % d'ouvriers en plus, alors que la direction prétendait avant la grève qu'elle n'embaucherait pas !

Deux mois après la grève, cette victoire prouve que les 7 semaines de lutte dynamique, organisée démocratiquement, ont été efficaces : la direction a peur de la combativité qui s'est maintenue parmi la majorité des ouvriers.

Sur la question des classifications par contre, qui se négocie avec l'ensemble de l'électro-metallurgie, la direction repousse les discussions sérieuses de réunion en réunion. Le mécontentement des ouvriers s'est traduit par une grève de 2 heures pour tenir une assemblée générale. En même temps, dans d'autres usines Pechiney ou dans des filiales (Cégédur Angers) des arrêts de travail ont lieu, sur diverses revendications.

La direction du trust ne pourra pas résister aux revendications si l'ensemble des travailleurs disséminés dans les usines PUK, Cégédur... se saisissent de l'exemple de ceux de Noguères :

- Unité à la base par des assemblées générales démocratiques
- Campagne de popularisation et de solidarité organisée en commun par le Comité de grève et le Comité de soutien.



une nouvelle organisation de la lutte

Au 8ème mois de lutte, les LIP ont franchi avec succès une série d'épreuves.

Pendant plusieurs mois, d'avril à août, le gouvernement oppose le mur du silence à tous les actes des grévistes. Ils en profitent pour démarrer une intense campagne de popularisation, consolider le rapport de forces tant au niveau externe qu'interne. En août, c'est l'offensive patro-

nale ; aux déclarations de Charbonnel se succèdent la mise sur orbite de Giraud, miroir aux alouettes auquel il était difficile de résister, et enfin le 14 août la venue des « martiens ».

Malgré le marais mouvant des négociations qui déconcertent et lassent tant les Lip que l'opinion publique, la combativité et la popularisation ne faiblissent

surtout entre les chercheurs et la confédération CFDT. Le temps, les moyens et, peut-être, la méthode ont un peu manqué, au contraire, pour une préparation du COLLOQUE directement avec les délégations d'entreprises, dont on a bien vu, tout au long de ces journées, par leurs questions précises et par leurs expériences, une part essentielle du caractère dynamique, concret, constructif qu'ont eu le plus souvent les discussions (...)

C'est ainsi qu'a été examinée dans un groupe de discussion consacré aux « fermetures d'entreprises », la question suivante :

— Peut-on poser comme revendication le refus de tout licenciement, ou bien, dans la majeure partie des cas, n'est-il pas réaliste de poser comme revendication : pas de licenciement sans reclassement équivalent ?

Dans un premier temps de la discussion, la réponse parut évidente :

— tout dépend de l'analyse du rapport de forces qui est faite par la section syndicale...

Puis, au cours de la discussion, des militants ouvriers ont fait évoluer cette réponse, à partir de leur expérience propre et de la nôtre :

— il ne s'agit pas tellement d'analyser le rapport de forces existant, il s'agit bien plus de créer un rapport de forces favorable à une lutte offensive sur l'emploi. Dans ce cas, le fait de se dresser contre la logique économique capitaliste, de poser d'abord, comme première revendication, le refus de tout licenciement, ne permet-il pas précisément de créer le rapport de forces nécessaire...

— Ensuite, en fonction de ce rapport de forces et par une analyse et un débat collectifs, il sera toujours temps d'évoluer si nécessaire vers le compromis : pas de licenciement sans reclassement équivalent.

En effet, de nombreux travailleurs ont fait remarquer qu'il était beaucoup plus difficile de mener une lutte sur l'emploi en admettant au départ la fatalité des licenciements, même assortis d'importantes garanties.

Cela est d'autant plus vrai que les reclassements apparaissent toujours un peu comme des mesures individuelles, alors que le refus des licenciements apparaît bien davantage comme une revendication collective permettant de faire une large unité (...)

pas. La marche du 29 septembre en est une démonstration éclatante.

Mais le 12 octobre marque encore une nouvelle étape dans la lutte. En refusant le compromis de Giraud qui voulait faire entériner 160 licenciements sans reclassement, les Lip décident massivement de continuer sur leurs objectifs initiaux.

Mais ce vote sera la révélation d'une division syndicale qui alors apparaît au grand jour. Non seulement la CGT refuse de prendre en considération le vote et de respecter la décision de l'AG, non seulement elle refuse de participer aux actions de popularisation et d'organisation de la lutte, mais de plus, elle entame une vaste campagne de calomnies. De plus, par sa décision fractionnelle de s'inscrire au chômage, elle enfonce un sérieux coin dans le rapport de forces et obligera l'ensemble des Lip à accepter cette solution.

Le pouvoir attaque sur plusieurs fronts. Il envoie ses flics à la « Maison pour tous », continue à faire surveiller et à chercher en vain le trésor de guerre, et ira jusqu'à remettre en cause le droit à la santé des travailleurs.

En même temps il avance ses pions. D'abord Ducros reprendra Ornans dans des conditions à peu près « correctes », puis c'est Arbel, l'homme de paille qui rentre en scène. On lui offre sur un plateau les locaux, les machines et même des commandes s'il réussit son opération de division. Mais là aussi, l'opération se heurte au bloc uni des Lip.

Aujourd'hui, la situation est largement bloquée. Les Lip sont bien décidés à faire capoter par tous les moyens la solution Arbel. Mais si le protégé de Charbonnel n'a guère de chances d'aboutir, le plan Bidegain-Riboud, solution moderniste proposée par Ceyrac lui-même est lui aussi bloqué.

Dans une telle situation, que faire ?

Baisser les bras ? Sûrement pas !

Pour vaincre, aujourd'hui, comme il y a 6 mois, les paroles et les meetings ne suffisent pas, la combativité des Lip seuls non plus.

Aucune perspective concrète n'étant à l'horizon, aucune négociation en vue, il faut attendre encore et tenir.

Mais face au pouvoir, les Lip aussi doivent être à l'offensive et pour cela, ils vont d'abord agir sur ce qui est en leur pouvoir : la vie interne de la lutte.

La tâche est de retrouver une cohésion interne, mise à mal par l'attitude de division de la CGT.

Mais ce n'est pas parce qu'au sommet les fédérations des métaux, les confédérations même ont commencé le rapprochement et se remettent aux déclarations communes que l'unité à la base redevient une réalité. L'unité ne se construit jamais au sommet, mais dans l'action.

Le 1er pas est fait dans l'armement, lors des assemblées générales de ce secteur et maintenant dans le renouveau des commissions.

Depuis lundi 10 en effet, une réorganisation du travail a été effectuée. De nouvelles commissions de travail ont été créées, d'autres remaniées. 15 commissions existent maintenant.

1) Armement : elle est chargée de voir tous les problèmes concernant Arbel, ses manœuvres et les moyens de les contrer.

2) Surveillance : chargée de surveiller les locaux de la rue Violet et de Palente, de contrôler toute allée et venue de manière à être au courant immédiatement d'un déménagement des machines. Sa tâche aussi est de « démoraliser » les CRS : la plupart ne savent pas pourquoi ils sont là, une vingtaine ont déjà démissionné, il faut les informer par tracts ou prises de parole.

3) Présence dans la lutte : il faut se remettre à faire le « serpent », voir chez eux ceux qui ne viennent plus, les rattracher à la lutte. Et ce d'autant plus que le contrôle des présences sert à l'attribution ou non de la paye. Il s'agit donc pour cette commission de faire un tableau de bord de la situation.

4) Popularisation Besançon et région : s'il faut opposer une riposte aux manœuvres d'Arbel ou de tout autre requin, c'est là que l'on trouvera les forces vives et que la solidarité ouvrière sera nécessaire, mais il faut chercher d'autres moyens que les traditionnels tracts et affiches.

5) « Animation Maison pour tous » : il faut faire en sorte que la MPT devienne un foyer de débat et de discussions.

6) Popularisation générale : continuer les voyages et les meetings

7) Problèmes administratifs : chargée de régler tout ce qui concerne l'ANE, les ASSÉDIC, le Fonds de retraite etc

8) Collectif des comptes : contrôler les comptes des différentes caisses

9, 10 et 11) : les trois commissions « vente » « production » et « paye » qui restent clandestines bien évidemment

12) Secrétariat, presse et stand : réponses au courrier, tenue de la revue de presse murale quotidienne et du stand de la MPT.

13) Restaurant

14) « Lip-Unité », cassettes, films : on s'oriente vers une réorganisation de « Lip-Unité » en quatre pages.

15) Entretien du LUX et de la Maison pour tous.

Deux responsables révocables de chaque commission et les délégués forment donc un « collectif de travail », une équipe qui a pour fonction de diriger la grève, faire le point, préparer les AG etc. Une attention toute particulière est consacrée aux AG qui dans les derniers temps avaient parfois été lassantes.

Depuis lundi la tribune est descendue dans la salle, le micro baladeur acheté depuis plusieurs semaines est installé, en ce moment, il faut chercher comment susciter le débat y compris sur des thèmes qui ne sont pas toujours de l'actualité quotidienne de la grève.

Ce travail de réorganisation, ce souci de démocratie qui a toujours été celui des Lip va certainement être largement positif et nous y reviendrons. Déjà, la CGT a accepté de retravailler dans les commissions, ses militants se sont réinscrits dans les commissions, ce qui facilitera largement le débat qui jusque là était complètement figé.

11.12.73. S.T.

LIP-UNITE

10 décembre 1973
LE COLLOQUE NATIONAL
SUR L'EMPLOI
SERVIRA AU DEVELOPPEMENT
DES LUTTES

Quatre journées importantes pour notre lutte viennent de s'écouler. Quatre journées qui auront des conséquences sur la suite de notre lutte.

Il est trop tôt pour faire le point de tous les discussions et débats qui se sont déroulés, principalement en groupes de discussion de 50 à 100 personnes, sur les différents aspects du problème de l'emploi.

Dans les jours et les semaines qui viennent, il faudra également réfléchir aux enseignements de cette entreprise assez difficile et originale qui a consisté à rechercher un débat constructif entre des militants ouvriers et des chercheurs.

Ce qui a peut-être manqué, c'est une plus grande coordination dans la préparation entre les chercheurs et les délégations d'entreprises qui ont animé le COLLOQUE. Cette préparation semble avoir eu lieu

CITROEN: c'en est trop!

La direction vient de décider la fermeture presque totale de l'entreprise pendant cinq jours, prétextant une baisse de 30 % des commandes, baisse qui touche surtout les modèles les plus chers. Bien sûr, les travailleurs seront payés pendant la fermeture mais... les jours de lock-out seront pris sur les quatre semaines de vacances d'été ! Ces mesures constituent une atteinte aux acquis de tous les travailleurs mais frappent surtout les immigrés qui représentent la grande majorité des ouvriers de Citroën. En effet, comment les Turcs, les Yougoslaves, les Nord-Africains pourront-ils passer leurs vacances dans leur pays d'origine ? Ceci est d'autant plus grave que les travailleurs n'ont aucune garantie en ce qui concerne la répétition de cette politique, dans les mois qui viennent.

Dernière des basses manœuvres patronales, on sent le bras musclé de la CFT qui a « négocié » cet « accord » et qui, bien entendu, étant « apolitique », assurera son application pour « défendre les travailleurs contre le chômage ».

Les révolutionnaires se doivent de répondre à cette nouvelle attaque patronale et à la collusion manifeste entre la CFT et la direction. D'ores et déjà les diffuseurs de Rouge ont pris les contacts unitaires avec l'ensemble des forces politiques et syndicales de l'entreprise pour assurer la riposte la plus large et unitaire possible et nécessaire.

CFT : bras armé du patronat !
Non à la fermeture : ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de l'anarchie capitaliste : réduction du temps de travail avec maintien du salaire et des avantages acquis !



SANTIAGO-SUR-SEINE

On le sait depuis toujours, mais on l'oublie souvent : la police bourgeoise n'est pas un simple service public destiné à venir en aide aux citoyens et à les protéger contre le crime. Elle est cela, bien sûr, dans une certaine mesure. Mais elle sert aussi à maintenir l'ordre politique, contre les manifestants, contre les grévistes, contre les individus craints par le pouvoir : ce qui veut dire qu'elle choisit politiquement le comment, le quand et le combien de chacune de ses interventions. Ce qui veut dire aussi, qu'elle sait, si possible à l'avance, le maximum de choses, donc qu'elle utilise tous les moyens pour ce faire. Ce qui veut dire également qu'elle stocke et organise les renseignements découverts. Et, enfin, qu'elle intervient directement ou par bandes parallèles interposées, pour tenter de modifier les données d'un jeu politique qui ne lui apparaissent plus favorables.

Alterner l'ordre et le désordre, espionner sous toutes les formes possibles, fichier les suspects de tous acabits, provoquer les troubles et les accrochages, c'est le travail de la *police politique* que Marcellin tente depuis plusieurs années de créer en France. Le présent dossier dresse un bref tableau de ce problème, qui vient brutalement d'être mis à l'ordre du jour par trois événements.

Le premier est la révélation de l'existence (qui devait rester secrète) du GIER (Groupe Interministériel d'Exploitation du Renseignement) créé et centralisé par le Ministère de l'Intérieur. Ce GIER, qui a des réunions régulières et fonctionne au Centre Opérationnel des Armées (Bd St Germain à Paris), regroupe les renseignements fournis par les ministères suivants : Intérieur, PTT, Education Nationale, Armée, Transports, Travail, Affaires Étrangères.

Mais il fonctionne aussi avec le SAC et l'UDR qui y ont leurs délégués. Son rôle est de surveiller et noter, tout simplement, *tout ce qui bouge*. Les députés socialistes à l'Assemblée (qui s'y connaissent) l'ont qualifié de *nouvelle police politique*. Mais son rôle est plus vaste : il prépare tout bonnement le pouvoir à la guerre civile.

C'est de guerre civile que l'on parle encore, avec la publication par « Le Monde » d'un bulletin édité par l'armée, en liaison avec police et patronat : *Le Bulletin de renseignements trimestriels sur l'adversaire intérieur*. Le titre en est clair : l'armée prépare sa prochaine guerre contre un *adversaire intérieur* qui n'est autre que la population laborieuse. Aujourd'hui elle se renseigne. Demain, elle agira. Et, interrogé par les députés de gauche, pressé, le gouvernement — pour que les choses soient encore plus claires ? — a refusé toute commission d'enquête sur la question.

Le troisième événement, c'est la Watergaffe de Marcellin : des hommes, dont certains en uniforme de police, qui viennent poser des micros dans les futurs locaux du Canard Enchaîné. Si l'affaire a un point trouble — pourquoi tant de maladresse — elle est par ailleurs parfaitement claire : il s'agit bien de matériel d'écoute, et, s'il n'a pas été pris en charge directement par la police (qui a un service pour ça à la Préfecture), il ne peut avoir été accompli que par une équipe spécialisée protégée à un très haut échelon. Lequel ? Il sera d'autant plus difficile de le savoir que le secret de l'instruction vise à empêcher la « politisation de l'affaire » : les journalistes, mais aussi deux sénateurs et un député ont été « foutus à la porte » des lieux de l'enquête...

Face à ces trois révélations sur la nature de ses préoccupations, le gouvernement déjà odieux s'est couvert de ridicule. Le GIER a été démenti contre toute évidence. Le bulletin a été minimisé. Mais c'est pour l'affaire du Canard que le comble a été atteint. D'autres régimes, d'autres hommes politiques (et cela s'est produit dans l'histoire) auraient pris leurs responsabilités, soit en assumant le fait, soit en démissionnant. Mais c'étaient d'autres temps, et d'autres régimes ; le premier ministre Messmer s'est contenté d'une déclaration dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne le flatte pas et que nous reproduisons ici pour rire :

« C'est une histoire qui est dans le style d'un journal satirique. On pourrait même imaginer que s'ils étaient très satiriques, ils auraient fait cette histoire eux-mêmes. Je ne dis pas que je le crois. Je dis qu'on peut l'imaginer. Ce sont des gens qui ont de l'esprit. Alors on peut croire qu'ils exerceraient leur esprit aux dépens de ceux contre lesquels ils l'exercent habituellement comme par exemple la police ».

Quant au ministre impliqué directement, Marcellin, il s'est trouvé « terrassé par un accès de fièvre ».

Ceci prêterait à sourire si ne se profilait, derrière ces trois affaires, une ombre inquiétante, celle, du Chili. Certes « le Chili n'est pas la France », mais le gouvernement français a donné maintenant suffisamment de signes de son choix fondamental. Il sait qu'il veut la guerre. Il sait comment la préparer et comment la faire. Il fourbit ses armes. Il connaît son « adversaire intérieur ». Et cet adversaire c'est nous.

F. Lœilleton

TOUTES DES SALOPES!



A propos de l'article : « Rouen un autre visage » Rouge No 229, le Comité de Rédaction de Rouge a reçu de nombreuses lettres et choisi de publier celle qui exprimait le plus complètement les diverses critiques formulées.

Le titre était prometteur : « Rouen : un autre visage ». Le mouvement des femmes se développe, les révolutionnaires ont quitté leur sectarisme originel, sont partie prenante aujourd'hui de ce développement. Un progrès à saluer. Lisons... Stupeur ! Quel nouveau visage apparaît en fait ?

Sans doute pour rassurer (?) c'est la barbe d'un Engels qui se croit obligée de pointer et de veiller avec paternalisme sur les débats des femmes des groupes, ce sont « les harpies et les hystériques du MLF » qui ressortent de leur boîte à malices, en paratonnerre prêt à recevoir les foudres des derniers réactionnaires et mâles chauvins. « Vous faites erreurs, Messieurs, ce n'est pas nous, c'est elles les sorcières » !

Mais pour rassurer qui ? Hormis ceux qui se sentent égratignés, contestés dans leur pratique personnelle, « privée », ceux qui ont un intérêt immédiat, en tant qu'hommes, ou profond, en tant que classe, au musellement de la combativité des femmes contre leur oppression, à

tenir à distance leur fureur légitime et leurs attaques contre les valeurs patriarcales ? Et toi aussi, tu prends curieusement tes distances pour parler d'« elles », les femmes du groupe, tandis que tu ne les prends justement pas par rapport à leur discours dans ce qu'il a de plus conforme à l'idéologie dominante. Tu reprends à ton compte leur réaction première contre les filles du MLF, alors qu'en fait, et les autres rencontres des groupes l'ont montré après la lecture de cet article, elles ne faisaient qu'entériner l'image du mouvement de femmes qu'ont inculquée la bourgeoisie, sa télé et sa presse pourrie. De fait, sauf une ou deux, elles ne connaissent pas le MLF, ses débats, son évolution.

En passant sous silence la réalité de l'oppression des travailleuses qui, plus que d'autres, sont conduites à refouler leur aliénation, à craindre de lutter comme des femmes, à parler difficilement du corps, du sexe, sujets « honteux », par excellence, à contester le mariage, la famille, tu masques en fait tout ce qui fait la nouveauté des groupes de travailleuses

de Rouen. La réalité sociale qu'ils expriment est différente de l'orientation des premiers groupes du MLF qui traduisaient la prise de conscience et la révolte de femmes privilégiées, cherchant des réponses individualistes et petites-bourgeoises et de fait coupées de cette réalité sociale de leurs prétendues « sœurs » travailleuses. Tu as figé un instant, une étape

— et d'une partie du MLF et de ses interventions

— et des débats, de la prise de conscience des femmes de Rouen,

dans un manichéisme (les bonnes, les mauvaises) mécaniste, faux, sans montrer ni le lien, la continuité, ni où se situent les divergences. En cela, tu as rejoint le comportement de l'An 000, unilatéral, sectaire, a-historique de nombreux révolutionnaires à la naissance du MLF, qui n'ont voulu voir derrière ses actions provocatrices que l'inefficacité immédiate auprès des travailleurs, la récupération par la bourgeoisie, et non la richesse, la révolte corrosive contre le système et ses valeurs.

DERRIERE LE CRI

L'hystérie est le mot aseptisé, médical, commode, qui sert à la bourgeoisie et ses suppôts pour désamorcer le sens de la révolte première, du cri, pour les mettre à part, du côté de la maladie, de la folie, de l'anormal. Loin de le reprendre, sachons le démythifier, sachons lui rendre son sens et sa portée !

Le cri des filles du MLF dans les AG des Beaux-Arts, à la Fête des Mères, venait directement de mai 68, d'une extraordinaire aspiration à changer la vie, souvent des rangs mêmes des organisations révolutionnaires où elles se sont senties « flouées », bonnes qu'à « préparer le thé pour la révolution ». De la déception et de la rage nées d'une période où bien des oppressions avaient été dénoncées, mais pas celle des femmes. L'imagination avait pris le pouvoir pour de nouveaux rapports humains, mais c'était pour après la révolution. L'ordre des priorités pour certains révolutionnaires c'était briser l'influence du réformisme sur la classe ouvrière, les luttes anti-impérialistes. C'était l'ordre « mâle » y compris de ceux qui voulaient commencer par changer la vie tout de suite et qui ne savaient souvent que reproduire la pauvreté des rapports actuels, l'idéologie dominante et instituer d'autres normes tout aussi oppressives, limitées à la seule sexualité et pensées en terme quantitatifs : le droit à la drague libre en quelque sorte et dont la docilité à s'y soumettre devenait le label de la libération des femmes. Solution sans issue quand, de l'autre côté, le mur stalinien ne renvoyait pour tout écho au ras-le-bol des femmes que l'exemple des lendemains de la révolution dans les sociétés bureaucratiques, qui n'avaient pas davantage opéré l'émancipation des femmes. Comment ne pas s'expliquer la révolte du MLF contre les schémas mâles, contre la politique au sens traditionnel auxquels elles se heurtaient où qu'elles se tournent, dès qu'elles refusaient le rôle qui leur était attribué dans la famille, le mariage, le travail, le couple même « militant » ?

La violence de leurs actions, de leurs discours, la provocation étaient au diapason des contradictions, de l'oppression et des obstacles à l'auto-organisation qu'elles visaient.

C'est cette violence qui a su forcer notre blocage, poser le problème à part entière au sein des révolutionnaires « organisés ». Troubler les militantes, désigner à notre lutte l'idéologie dominante y compris dans nos rangs, qui nous a forcés à préciser, à réaffirmer pourquoi nous voulons balayer cette société pourrie et toute caricature de socialisme, et renouer avec les premiers acquis de la révolution russe sur ce terrain-là. A nous battre, nous, militantes, aussi pour nous-mêmes, la tête haute, comme des femmes.

ET APRES ? LES VRAIES DIVERGENCES

Comment multiplier les cris de révolte des femmes, qu'ils deviennent langage et qu'ils soient entendus des femmes de la classe ouvrière malgré l'étouffoir de la bourgeoisie et du stalinisme ? Comment donner un impact de masse à la lutte des femmes et qu'elle rejoigne la lutte pour le socialisme ? Si nous sommes bien con-

vaincues que l'oppression des femmes touche comme produit idéologique toutes les femmes, toutes les femmes ne sont pas opprimées de la même façon et n'ont pas le même intérêt de classe à une réelle émancipation. Nous ne pensons pas que la lutte contre l'oppression des femmes se résoud en construisant une société de femmes dans cette société, en tentant de s'exclure de tout ce qui est mâle.

Nous ne pensons pas non plus qu'il est impossible de gagner les hommes révolutionnaires et le mouvement ouvrier au travers de leur lutte anti-capitaliste à une lutte consciente contre l'oppression des femmes.

Et nous nous battons avec la conviction que seule la société socialiste que nous construisons abolira consciemment toute oppression des femmes : c'est le sens d'une auto-organisation des femmes et des révolutionnaires avant et après la prise du pouvoir.

Avant tout, dès maintenant, parce que les mobilisations contre les institutions et les valeurs bourgeoises, pour d'autres rapports sociaux pénètrent aujourd'hui de plus en plus les couches potentiellement révolutionnaires permettent de montrer qu'une autre société est possible, mais sur les bases de la destruction des institutions et de l'Etat bourgeois, de l'abolition de la propriété privée.

Elles signifient une démultiplication et une amplification déterminante de l'agressivité contre le système, l'élargissement des forces militantes. Axées contre l'oppression des femmes, ces mobilisations élargissent l'impact révolutionnaire auprès de la classe ouvrière et l'unifient contre ce qui contribue à la diviser et à l'affaiblir au sein même de sa vie quotidienne.

Après, parce que la seule abolition de la propriété privée ne suffira pas à extirper les séquelles de siècles d'aliénation et d'oppression profondément ancrées dans notre conscience.

C'est pourquoi, si l'hystérie est synonyme de violence, nous nous battons hystériquement pour que l'émancipation des femmes soit posée en termes de classe et nous rejetterons tout ce qui contribue à la mystification d'une unité de toutes les femmes en tant que sexe et qui conduit à se satisfaire de réformettes.

C'est pourquoi nous ne cautionnons pas des actions provocatrices sur telle ou telle mariée individuelle facilement détournables par la bourgeoisie en « repousseurs ».

C'est contre ces actions plus ou moins clairement que les groupes de quartier du MLF ont rompu avec le « MLF central » des Féministes révolutionnaires et Psychanalyse et Politique entre autres, qui se refusaient à insérer leur lutte dans toute la réalité sociale, à gagner les travailleurs et à se lier à toutes les autres luttes anti-capitalistes.

Mais n'oublions pas que tous les groupes ont repris comme un de leurs acquis, ce que les femmes du MLF central ont initié : les groupes de conscience.

Ces discussions où une oppression commune s'exprime et devient conscience collective d'une oppression sociale que l'on cherche alors à comprendre et à combattre jusqu'au bout : c'est un verrou qui saute, en préalable à une mobilisation consciente dans l'action et de façon privilégiée voire exclusive au sein des groupes autonomes de femmes. Bien sûr, celles d'entre nous qui sommes venues à la lutte contre le système à partir d'une prise de conscience sur la révolution vietnamienne, l'exploitation dans les entreprises et le ras-le-bol qui sous-tend le tout, n'ont pas généralement fait, au préalable, sauter ce « verrou » d'une prise de conscience, sur leur propre oppression de femme. Mais une telle prise de conscience, impulsée par le mouvement des femmes nous a renforcées dans notre lutte révolutionnaire et en même temps, en participant aux groupes de femmes, nous pouvions par notre conviction de la nécessité d'une lutte globale et révolutionnaire contre cette société donner une autre réponse que celle du « MLF central », à la volonté de lutter jusqu'au bout contre notre oppression de femmes. L'acquis des groupes de conscience resitué dans une problématique explicitement anticapitaliste : tel est le nouveau visage du mouvement de femmes que nous souhaitons et dont nous voulons être partie prenante.

Valérie, Catherine
Verla Martine Tamar



LEURS PINOCHETS
ET LES NOTRES

Du côté de nos Pinochet en herbe, ça gamberge ferme. Il ne suffit pas que la hiérarchie militaire se redécouvre une vocation nationale, la lutte contre l'ennemi intérieur. Encore ne faut-il pas négliger de donner une assise « théorique » à cette nouvelle vocation. Et chacun d'y aller de sa petite réflexion morale ou philosophique, des officiers chrétiens à Joybert en passant par le général Buis. Mais en la matière, la palme revient incontestablement au Colonel Trinquier, grand « pacificateur » de la guerre d'Algérie, comme en témoignent les propos suivants extraits d'un article intitulé : « La Nation, l'Armée, l'Etat », paru dans « le Redressement économique » : « L'Etat est... en fait une création de l'armée. Elle s'est désaisie pour assurer un meilleur rendement d'un appareil de plus en plus complexe, mais elle en reste la gardienne et le support national parce qu'elle a seule la possibilité de le faire.

« Destinée par vocation à défendre la Nation contre tout danger extérieur venant de l'extérieur, elle reste responsable du maintien de l'ordre à l'intérieur. Par sa masse humaine organisée, la puissance de l'armement et des moyens dont elle dispose et qu'elle a seule la possibilité de mettre en service, elle est en fait dépositaire souveraine de nos libertés. Le sort de la nation est en permanence entre ses mains. Sur le territoire national aucune force ne peut sérieusement lui être opposée...

« ...Aujourd'hui le Chili : l'application des dispositions d'une Constitution bizarre avait porté au pouvoir un homme qui ne représentait guère plus d'1/3 des électeurs. Poussé par des extrémistes, il avait procédé à des réformes profondes qui n'avaient pas l'assentiment de la majorité de la population et qui conduisaient le pays à une catastrophe économique sans précédent.

« Dans ces conditions, la sagesse aurait dû amener le Chef de l'Etat, bien élu par le peuple, à démissionner et à faire appel à la Nation pour clarifier la situation.

« Son obstination à se maintenir au pouvoir a amené l'armée à intervenir et à le renverser. »

Comme tout est simple pour les golpistes de demain !

“s'ils s'obstinent ces canibales a faire de nous des heros...”



CAMP DE FRILEUSE, CAMP DE CONCERN

ROCARD ET LES “MILITAIRES”

« Charlie Hebdo » du 3 décembre publie une lettre de Michel Rocard, provoquée par une critique de sa prestation télévisée sur la force de frappe.

Rocard explique que sa prestation était destinée aux « militaires ». Qu'est-ce que « les militaires » pour Rocard ? Les officiers « Après tout, dit-il, pour gagner en 17, le père Trotsky avait embauché 40 000 officiers tzaristes ». Peut-être n'étaient-ils pas 40 000, en tous cas ce n'était pas en 17 (Révolution d'Octobre) mais à partir du 23 février 18 (création de l'Armée Rouge). Ces dates sont diablement importantes.

Rocard poursuit : à propos des « joujoux nucléaires » il comptait bien amener messieurs les officiers, qui, dit-il, ne sont pas « des hommes à frie » (sauf — disons-nous — quand ils s'apparentent aux Schneider ou De Wendel : Leclerc, De Boissieu), à se poser « des questions fondamentales ».

Rocard estime que « depuis le Chili... ce travail-là est le plus important qu'on ait à faire ». Pas plus qu'il n'a tiré de leçons correctes de la victorieuse révolution russe, Rocard ne le tire de la catastrophe chilienne.

Car ce fut précisément une des erreurs capitales des dirigeants de l'Union Populaire d'avoir, au Chili, cru pouvoir séduire la caste des officiers. L'ANTIMILITARISME REVOLUTIONNAIRE C'EST INTRODUIRE LA LUTTE DES CLASSES A L'ARMEE. Cela donna en France le 18 mars 1871, mortel pour les généraux Leconte et Clément Thomas, la révolte du 17ème en 1907, celle des marins de la mer noire en 1919. En Russie le « Potemkine » en 1905, le croiseur Aurora — entre autres — en 1917. Et, en juillet 1936, en Espagne, les marins de la flotte de la Méditerranée jetant à la mer leurs officiers fascistes...

Les « militaires » auxquels nous nous adressons sont d'abord les soldats, puis les cadres subalternes. C'est en créant par la lutte des classes un rapport de forces dans le pays, et dans l'armée, que l'on peut amener certains officiers à « se poser des questions » et éventuellement, comme Rossel sous la Commune, à mettre leur technique au service de la Révolution.

Avant que « le père Trotsky » ne parvienne, à partir de 1918, à utiliser des « techniciens militaires », alias des officiers tzaristes (sous la tutelle vigilante et impitoyable de Commissaires Politiques) les Soviets de soldats avaient brisé la vieille armée tsariste en malmenant quelque peu les épaulettes, et même leurs porteurs.

L'opération séduction des officiers, pas plus que la séduction des classes moyennes chère au Programme Commun, n'a nulle part fait ses preuves, au contraire. Seule la manifestation de la puissance du prolétariat, à l'usine et dans les casernes, mobilisé sur des objectifs de classe, s'est montrée capable de faire basculer dans le camp de la révolution ou de neutraliser, des couches des classes moyennes ou des techniciens militaires.

N. Brouillard.

« Rouge » avait publié la lettre suivante, envoyée à plusieurs autres journaux, de 9 soldats du 5ème RI stationné au camp de Frileuse dans la région parisienne :

« Les brimades physiques n'existent plus dans l'armée. « RAS » répond inlassablement le commandant lorsqu'il en est fait état. Pourtant depuis onze jours qu'a été incorporée la classe 73-08, plusieurs faits scandaleux se sont produits au 5ème Régiment d'Infanterie, stationné au camp de Frileuse à 40 kilomètres de Paris. Nous, jeunes appelés, tenons à rendre publics ces faits afin que les Français sachent dans quelles conditions s'accomplit bien souvent le service national.

A la 11ème Compagnie, après un discours violemment anti-communiste (en vertu de la neutralité politique !) et résumé au tableau noir par la devise « Travail, Famille, Patrie » (sic) (l'ombre du Maréchal plane toujours sur l'armée...), le capitaine commandant la compagnie s'est livré par trois fois à des sévices sur des jeunes recrues :

— Un soldat a été battu parce qu'il avait osé réclamer le silence, en pleine nuit, au capitaine qui se livrait dans une pièce contigue, à un véritable tapage nocturne. La victime a dû être soignée à l'infirmerie.

— Un soldat, dont nous tairons le nom, bien qu'exempté de longues marches par le médecin militaire, a été contraint de participer à une marche de nuit au cours de laquelle il s'est effondré de fatigue. Il a été alors violemment battu par le capitaine et l'adjudant-chef et laissé sur place sans connaissance. Le lendemain, il fut transporté d'urgence, toujours dans le coma, à l'hôpital militaire de Versailles (marche ou créve...).

— Un troisième soldat, ne pouvant plus supporter les contraintes imposées aux jeunes recrues dans cette compagnie, a tenté de se suicider en s'ouvrant les veines. Immédiatement après sa tentative, il a été molesté jusqu'à l'arrivée des infirmiers. Par la suite, le capitaine a réuni la compagnie pour villipender la « lâcheté » de ce soldat et annoncer publiquement qu'il serait traduit devant un tribunal militaire pour « avoir tenté de se soustraire aux obligations du service national ». Devant diverses protestations, cette menace a par la suite été levée.

A la deuxième compagnie de commandos, un sergent-chef, ancien légionnaire, se livre quotidiennement à des brutalités qui, pour être moins violentes, n'en sont pas moins inadmissibles. Il a par ailleurs soustrait le registre d'inscriptions à l'infirmerie, empêchant ainsi les soldats de se porter consultants. Cela lui a attiré des reproches de la part du commandant.

Nous espérons que la publication de ces faits incitera la population et le haut-commandement à exercer un contrôle plus vigilant sur ce qui se passe à l'intérieur de certaines casernes afin que de telles exactions ne puissent plus se produire.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Depuis cette lettre, plusieurs faits se sont déroulés.

1) Des personnalités ont été saisies. Le député PSU Le Foll a posé une question à l'Assemblée nationale. Nous savons par ailleurs de source sûre que le général de Boissieu, prévenu de ces événements par une source non militaire, a ordonné une enquête par la voie hiérarchique et que par conséquent il porte la responsabilité

us



TRATION?

de ce que les faits sont restés couverts et que les mesures qu'il aurait fallu prendre ne l'ont pas été. Notamment le sergent-chef, ancien légionnaire, dont il est question dans cette lettre, BREKALO, n'a pas été inquiété le moins du monde. Par contre, il y eut répression des appelés.

2) Des informations nous sont parvenues sur les faits relatés dans la lettre des 9. Après la tentative de suicide du jeune soldat, le capitaine de la 11ème Compagnie, CHAUVIE, ancien para, a collé une page sur le dossier médical du cahier de l'infirmerie concernant cette affaire. Après quoi le lieutenant-colonel, médecin en chef du camp, a arraché cette page collée et du coup le cahier a disparu.

Le capitaine dont il est question dans la lettre des 9 a tout simplement été muté... au centre de recrutement de Versailles. Question de compétence sans doute !

3) Par contre, la Sécurité militaire est venue enquêter dans le camp et c'est bien la seule enquête qui soit parvenue à des fins efficaces ! 7 soldats signataires ou accusés de l'être ont été mutés disciplinairement : il s'agit de Luciano CHIARETTO envoyé au 152ème RI à Colmar, Philippe MOIGNARD au 8ème RD à Morhange, Philippe POCHE au 1er RI à Sarrebourg, Philippe ROTH au 23ème RI à Metz, Philippe GUILHAUME au 60ème RI à Long-le-Saulnier, le soldat ROCHETTE au 2ème Hussard à Orléans et Jean ROBERT au 23ème RIMA à Maisons-Laffite. Par ailleurs, 2 autres soldats ont été réformés.

Voilà : complaisance pour les gradés tortionnaires, sanctions pour les appelés qui osent protester, c'est l'armée de Galley, dernier rempart de l'ordre libéral (sic).

A COUPS DE CROSSE DANS LE DOS, MARCHÉ DU CREVE...

Dans la nuit du 8 au 9 novembre 73, eut lieu pour le 5ème RI une marche d'endurance de 60 kilomètres en préparation d'un futur stage commando à Kellern (Finistère). Il était prévu deux haltes, deux heures après les 23 premiers kilomètres, une heure après les 15 autres. la marche eut un train d'enfer tel que le lieutenant Bonnerie, aux yeux de tous les appelés, avait les « pieds en bouillie » et que si cela n'avait pas « nui à sa position », il serait monté en camion !

Une section d'appelés commandée par le sinistre BREKALO (le même !) partit avec deux heures de retard. Ce déséquilibre promet à haute voix qu'il « rattraperait les autres »... ce qui fut tenu dès la première halte à coups de crosse de pistolet mitrailleur dans le dos des appelés !

Ces brutalités feront l'objet de deux rapports écrits de la part de l'appelé Maucomble et d'un rapport qu'aurait fait le sergent-chef Deschamp, qui fait office d'adjudant de compagnie.

BREKALO fut mis aux arrêts, 8 jours... dans sa chambre personnelle. Au bout d'une semaine, il reprit le commandement d'une autre section (la 04) tandis que la section qu'il brutalisa fut disciplinairement ventilée et dissoute.

Quand finira ce régime de la terreur à Frileuse ?

Nous exigeons une Commission d'enquête civile et publique sur Frileuse !

Nous exigeons la radiation de l'armée du légionnaire-tortionnaire BREKALO !

repression

● GOUSSAINVILLE

Patrick FARFART, militant du CDA à Goussainville est inculpé d'injures publiques envers l'armée, de diffamation, de provocation, de militaires à la désobéissance, à l'insoumission et à la désertion à la suite des actions des 2 et 3 juin derniers. Il lui est reproché notamment d'avoir diffusé le numéro 2 de Crosse en l'air comportant un article sur le centre de commandos de Montlouis et intitulé « l'école du crime ».

Après cette inculpation, un vaste mouvement de solidarité s'est développé dans la région, notamment parmi les enseignants. Farfart doit comparaître prochainement devant le Tribunal de Grande Instance de Pontoise.

Il fera la preuve que ce qui est avancé dans Crosse en l'air est l'exacte vérité. Il doit être acquitté !

● PIERRE HALBWACHS INCULPÉ

Pierre Halbwachs, directeur de Lutte antimilitariste, vient d'être inculpé sur plainte de Monsieur Galley, ministre des armées.

Au moment où les dirigeants de ce régime annoncent de plus en plus ouvertement qu'ils sont prêts à utiliser l'armée comme dernier recours pour défendre le système qu'ils incarnent, ils multiplient en même temps les atteintes à la liberté d'expression la plus élémentaire. L'inculpation de Pierre Halbwachs succède en effet à celle d'Henri Weber (Rouge) et du pasteur René Cruse (Crosse en l'air).

Tous solidaires de P. Halbwachs, luttons pour la levée de son inculpation !

activites du cda

● LYON

Une vingtaine de militants des CDA ont diffusé un tract anti-militariste aux appelés du contingent rejoignant leurs unités d'incorporation dans les garnisons du Nord et de l'Est. L'action s'est faite dans deux trains en transit à la gare de Perrache, par un lâcher de tracts massif sur les quais et une diffusion de la main à la main aux appelés et permissionnaires nombreux qui rangeaient leur frein dans le buffet de la gare.

la ville avaient été recouverts d'inscriptions et d'affiches.

Cette activité s'inscrit dans la continuité de la lutte des CDA montpelliérins : le 17 octobre, une « visite » surprise fut organisée au stand de l'armée à la Foire de la vigne et du vin, pour protester contre la militarisation et le procès de R. Cruse. Le 22 novembre, 150 personnes ont participé à une table ronde autour de Denis Berger et avec le PSU, le MDPL, « Rouge » et « Révolution ! »,



GRADE AVANT DES RELATIONS HUMAINES AVEC SES SUBORDONNÉS.

MEETING



Le 10 décembre à l'appel du CDA et du CAM, un meeting antimilitariste a rassemblé 2000 personnes à la Mutualité.

Daniel Guérin et Pierre Halbwachs pour le CAM, Denis Berger et J.M. Vincent pour le CDA, un militant du GARM de Lyon, un paysan de Fontevault et un ancien soldat s'y sont exprimés.

Ci-dessus, l'ancien militant du Front des marins, soldats et aviateurs révolutionnaires au cours de son intervention.

sur le thème : « Ce que l'armée chilienne fait aujourd'hui, l'armée française le fera-t-elle demain ? » Le débat doit se poursuivre sur ce thème, entre tous les courants du mouvement ouvrier, alors même que la bourgeoisie se prépare ouvertement à la guerre civile, que Massu s'appête à prendre la relève de Pinochet. Enfin, une lutte est engagée contre la répression militaire à l'échelle régionale : B Deville, insoumis nîmois est emprisonné à Marseille, M. Mathes, insoumis lui aussi, passe en procès à Nîmes le 10 décembre. Francis H., déserteur du 81ème RI de Sète, est réfugié en Suisse, mais le gouvernement a lancé un mandat d'extradition contre lui. D'ores et déjà, un comité de soutien regroupe plus de 100 personnes à Nîmes et prépare un sit-in devant le Palais de justice pour le jour du procès. Les CDA soutiennent bien sûr cette initiative. Nous ne laisserons pas les mains libres à la répression militaire !

● MONTPELLIER

Lundi 8 décembre, au petit matin, 40 militants des CDA de Montpellier sont allés accueillir les permissionnaires à la gare. Le départ du contingent est une bonne occasion, même là où il n'existe pas de centre d'instruction, pour manifester notre soutien aux revendications démocratiques des soldats. Tracts, journaux, banderoles, prises de parole ont rencontré un écho favorable de la part des soldats et aussi des nombreux jeunes et travailleurs présents à cette heure. Les CDA ont profité de leur visite pour décorer le train Paris-Narbonne. Dans la nuit, les très nombreux bâtiments militaires de



Le meeting de l'Antinorm aura lieu le 20 décembre à la fac de Jussieu, amphi 24 ou 34 et non le 19, comme c'était indiqué par erreur dans le dernier Rouge.

AUX LECTEURS DE « ROUGE »

Les camarades du comité de rédaction de « Rouge » nous accordant fraternellement la possibilité de nous exprimer dans leur journal, nous en profitons donc pour en quelques mots, définir notre combat.

« Le socialisme doit être libérateur sous toutes ses formes... » (Lénine)

Pour « l'Antinorm », la révolution sociale ne peut être totale que si elle s'étend aux principaux domaines de l'activité humaine, en conséquence, la révolution sociale doit être : politique, économique, culturelle et sexuelle !

La plupart des journaux révolutionnaires (certains même sont hostiles), ont fort peu posé le problème de la sexualité dans la lutte révolutionnaire, une exception cependant en faveur de « Rouge » qui depuis quelques temps s'intéresse à cette réalité.

Notre brochure théorique « Sexpol » qui n'est qu'une première ébauche, et ne demande qu'à être précisée à la lumière de la concertation et de la pratique quotidienne, développe les grands thèmes suivants :

- Les rapports entre l'homme et la femme
- Le problème de la procréation
- Les séquelles de l'éducation bourgeoise
- La sexualité des jeunes
- Le puritanisme, l'obstruction des tabous
- L'homosexualité (plate-forme du FHAR, 1971).

« l'Antinorm » se donne pour tâche essentielle de politiser intégralement son combat au sein des forces de la révolution. Notre combat n'est pas marginal, mais POLITIQUE, la sexualité doit se politiser comme la politique doit aussi se sexualiser.

La création des comités SEXPOL auxquels les camarades révolutionnaires sont invités à se joindre en liaison avec ceux de « l'Antinorm », ont pour tâche de lutter contre la répression et toutes formes d'oppression sexuelle soit individuelle, soit collective, telles qu'elles sont définies dans notre brochure.

Notre meeting du jeudi 20 décembre sera une première prise de parole qui devrait déboucher sur un dialogue constructif et novateur afin de dégager les grands principes d'application de cette réalité qui se traduit par cette phrase vérifiable tous les jours : OUI LE CORPS EST POLITIQUE !

Pour le comité de rédaction de « l'Antinorm »
Guy Maes



LE CONFLIT DES OPPOSITIONS EN URSS

La polémique qui vient d'opposer, à propos du problème de la démocratisation en URSS, l'académicien Sakharov, accessoirement Soljenitsyne, soutenus par l'ex-déporté Dimitri Panine (réfugié en France), l'ingénieur Agurski à Moscou en attente de visa pour Israël, d'un côté, et d'autre part l'historien Roy Medvedev de l'autre est importante à deux points de vue. D'abord parce que c'est la première fois qu'une telle polémique d'opposants a lieu, marquant une rupture entre opposants anti-communistes et opposants communistes. Certes, par journaux occidentaux interposés, mais dont il est certain qu'elle est suivie et connue dans le pays même. La seconde raison tient au contenu même de cette polémique qui soulève nombre de problèmes décisifs pour l'avenir de l'URSS.

AU PAYS DU K.G.B.

Une première question se pose : pourquoi le pouvoir bureaucratique a-t-il laissé à Sakharov une certaine latitude pour s'exprimer, pourquoi ne réprime-t-il pas selon son usage décennal une activité qui, pour être verbale, n'en est pas moins chargée de conséquences potentielles ? Des réponses diverses ont été données à cette question et, en particulier, celle qui représente les différents interlocuteurs comme des instruments de forces cachées, ce qui relève d'une conception policière de l'histoire, fautive même au pays du K.G.B. La réalité est que la répression bureaucratique ne se développe pas sans obstacles, ce qui amène la bureaucratie à de constants réajustements de ses méthodes répressives. Les internements en asiles psychiatriques, destinés à réprimer plus discrètement que les procès suivis de peines de camp à régime sévère des années 60, ont soulevé une réprobation plus grande encore. Le procès d'aveu de Yakir et Krassine fut une arme à double tranchant, mais il prit consistance avec la conférence de presse de Sakharov, de par sa tonalité nettement « pro-occidentale ». Cela revient-il à dire que Sakharov est un comparse ? Pas du tout, mais qu'il est tombé dans un piège, ou, ce qui revient au même, que la police politique a su comprendre que son initiative se transformerait en piège. En appelant aux gouvernements impérialistes, et en particulier à celui des Etats-Unis, bourreaux de l'Indo-

chine, pour exercer des pressions économiques sur l'URSS afin de lui arracher quelques mesures libérales, et surtout le droit à l'immigration libre, Sakharov donnait raison aux bureaucrates qui prétendent devant les masses que toute opposition à leur règne est celle de pro-capitalistes et d'ennemis du socialisme. Apportant amicalement leur pavé de lours à une telle démonstration, Panine déclare que l'Occident (capitaliste) prépare son suicide en aidant l'URSS économiquement, et Agurski n'hésite pas à décerner aux Etats-Unis un brevet de destruction « des séquelles de l'esclavage dans le monde entier » ; et si le dit Agurski parle du Chili, c'est pour une justification indirecte du renversement d'Allende, coupable... d'avoir voulu « construire un système semblable » à celui de l'URSS.

Quelles que soient les circonstances atténuantes que les persécutions de la dictature bureaucratique puissent fournir à ces hommes (Panine, rappelons-le, a été un compagnon de déportation de Soljenitsyne), leur aveuglement devient criminel par la manière dont, d'une part, ils compromettent toute opposition en URSS auprès de ceux qui ont des réflexes de classe, fussent-ils mystifiés ; d'autre part, par les illusions qu'ils peuvent créer sur le compte de sanglantes bandes de brigands du type de celle de la Maison Blanche, dans un peuple sous informé et où existent de fortes tendances à croire vrai le contraire de ce que dit la presse unique.

« LE REFORMISME SOVIETIQUE »

C'est pourquoi la riposte de Medvedev s'imposait. On peut regretter qu'il n'y ait aucun autre courant que celui du « réformisme soviétique » qui ait pu s'exprimer à cette occasion ; mais ce ne saurait être une raison de ne pas soutenir une argumentation serrée et correcte dans son fond, bien qu'elle reste privée de conclusions d'action. Rappelons-la en la confrontant à nos propres vues :

1) Medvedev a raison de considérer l'aile au pouvoir actuellement en URSS comme un centre et non comme la droite du parti et de la société. Aussi réactionnaire que nous apparaisse la politique du Kremlin, il existe dans le PC et l'URSS une aile ultra-stalinienne, chauvine et fascisante. Medvedev sait que c'est à elle que le pouvoir fait le plus volontiers des concessions, mais en restant « bonapartiste » dans le parti et dans l'Etat.

2) Il est vrai également que la politique de détente est un moindre mal par rapport à la politique de « guerre froide ». En effet, cette dernière n'a été et ne peut être en rien une politique révolutionnaire menée de façon grossière, c'est une politique de « social-impérialisme » grosse d'un conflit atomique... et du renouveau de la terreur en URSS. Comprendre cela n'est pas justifier la politique de « coexistence pacifique » dont le but est un nouveau statu quo mondial, comportant abandon à son sort de toute révolution naissante dans le monde, avec jeu d'étouffement par les PC locaux. Si Medvedev ne fait pas allusion à ce dernier aspect, du moins a-t-il bien souligné qu'il ne croyait pas au parallélisme « détente extérieure-libéralisation interne ». Mais il n'a pas tort de croire qu'à long terme le climat de sécurité internationale contribue en URSS à créer les conditions de la lutte anti-bureaucratique. Là encore, les perspectives trotskystes coïncident avec celles de Medvedev.

3) Quand Medvedev condamne le recours à la pression des Etats impérialistes, il a totalement raison et ses arguments sont parfaitement ajustés (« erreur de tactique et de fond » dit-il). Plus discutabile est la conception qu'il a du recours aux « cercles de gauche ». C'est au « mouvement ouvrier » qu'il faudrait dire. Il ne se trompe pas, cependant, en considérant que c'est la pression politique qui passe par les PC qui est la plus immédiatement efficace. En effet, ceux-ci ne peuvent freiner

leur déclin et rester attachés à l'URSS que si l'image de marque de celle-ci n'est pas complètement ternie. En France, par exemple, la réprobation de la répression pour délit d'opinion en URSS est prise en charge par le PS, donc, par contre-coup, par le PCF, allié au PS dans le pacte d'Union de la gauche. Or, le PC de l'URSS a besoin du PCF (par exemple dans sa campagne pour une nouvelle conférence internationale des PC). Mais compter sur les seuls effets du jeu de ces intérêts contradictoires est insuffisant. Medvedev ignore la nouvelle avant-garde et son aile marxiste-révolutionnaire. C'est ne pas compter sur l'avenir du mouvement ouvrier dans le secteur capitaliste du monde.

4) Ceci entraîne ce qu'il y a de plus douteux dans l'attitude de Medvedev : sa réponse au « que faire ? ». Il constate « l'évidente passivité de la classe ouvrière », la faiblesse de l'intelligentsia et en conclut d'une part à la lenteur du processus de démocratisation, d'autre part à l'idée que rien ne peut survenir de la base, mais seulement « d'initiatives venant du sommet et soutenues par la base ». Le sens de cette formule s'éclaircit par le jugement qu'il donne du XXème Congrès comme « résultat d'une lutte complexe au sommet (...) qui ne rendait compte qu'indirectement du mécontentement croissant du pays ». Ce jugement est correct : il est vrai qu'aucune pression de masse visible n'obligeait la direction Krouchtchev aux aveux du discours secret, sous peine de renversement. Mais il n'en est pas moins vrai que sans la soupape des mesures prises au XXème Congrès, il ne pouvait y avoir stabilisation d'une situation de déséquilibre social, que Krouchtchev et ceux qui le soutiennent craignaient les effets catastrophiques d'un retour aux méthodes staliniennes, et qu'ainsi leurs intérêts se confondaient à cet instant avec ceux des masses.

LA NOUVELLE INTELLIGENTSIA

Medvedev, c'est évident, songe à la possibilité d'un semblable retour de conjoncture, d'une situation où le développement souterrain des forces contradictoires dans le pays (qu'il a fort bien analysées dans son livre *De la démocratie socialiste*) pousserait des forces de la gauche bureaucratique à prendre appui sur les masses travailleuses dans une lutte de sommet contre la droite. En somme — et pour prendre une comparaison étrange à la pensée de Medvedev — un processus du type du début de la révolution culturelle en Chine. Un tel schéma est loin d'être absurde dans l'URSS aux structures très sclérosées, mais où la nouvelle intelligentsia, dans et hors l'appareil d'Etat, reçoit une formation idéologique violemment contradictoire avec la pratique sociale, et est beaucoup plus liée à la classe ouvrière par l'origine d'une grande partie de ses membres qu'elle ne l'est dans les pays capitalistes.

Cependant, l'expérience, précisément, du krouchtchévisme et celle de la révolution culturelle, prouvent que, ni les opérations réformatrices préventives, par le haut, ni la combinaison de telles opérations avec un mouvement de masse plus ou moins canalisé ne peuvent conduire à un changement profond des rapports sociaux et donc dispenser de poser le problème de l'organisation des masses, par conséquent, d'abord, de l'organisation révolutionnaire de l'avant-garde. Qu'une telle organisation doive, en URSS, être spécifique, c'est certain, mais se détourner du problème en raison de sa difficulté, c'est encourir les plus graves risques et, pour un communiste, les plus graves responsabilités.

Michel LEQUENNE

5 heures
POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION
POUR QUE LES EDITIONS DE GAUCHE CONTINUENT
POUR QUE MASPERO
CONTINUE

VENEZ A LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor, Paris-5 - Métro : Maubert-Mutualité

MARDI 18 DECEMBRE

de 19 heures à 24 heures

• avec présentation de LIVRES par des éditeurs et de nombreux auteurs

• avec de nombreux chanteurs

• un film de Chris MARKER (film SLOM) sur les Editions MASPERO

et "SEPTEMBRE CHILIEN" de Bruno MUEL

Participation aux frais : 10 fr.



belgique

REINTEGRATION DES 7 DE COCKERILL!

7 délégués syndicaux des aciéries Cockerill ont été licenciés par le patron en pleine grève. C'est un coup très dur porté à la direction syndicale combative d'une usine qui, de tous temps, avait été à l'avant-garde des luttes ouvrières de Belgique. La lutte pour leur réintégration prend aujourd'hui une importance décisive.

■ Tout a commencé le 17 septembre : ce jour-là, à Cockerill-Ougrée débute une grève pour l'augmentation des salaires. Des piquets sont mis en place. D'emblée, le mouvement est massif. Le lendemain, Lambion, président de la Fédération syndicale, se prononce contre la grève. Malgré cela, les travailleurs, réunis en assemblée générale, votent la poursuite de la lutte à 90 %. Une semaine plus tard, le mouvement tient toujours bon : pour la 7ème fois consécutive, les travailleurs se prononcent le 24, à l'unanimité moins 7 voix, pour continuer la lutte. Ils décident d'occuper l'usine et constituent un comité de grève. Le jour suivant arrive une lettre de la fédération : le mandat syndical des délégués de l'usine leur est retiré... pour indiscipline ! Et le patron en sera informé.

Dès lors, malgré un nouveau vote favorable à la grève, les bureaucrates vont se déchaîner : chantage, mensonges, tout est bon pour saboter un mouvement dont l'existence même est la négation vivante de leur politique de « syndicalisme constructif » et de paix sociale. Le mouvement commençait à fléchir, le samedi 6 octobre à 18 heures, la direction passe à l'offensive et annonce le licenciement immédiat, sans préavis, des 7 délégués. La grève continue encore quelques jours mais le ressort a été brisé. Le travail finit par reprendre.

Ces licenciements, après ceux survenus pareillement dans les usines Caterpillar et Braccio, sont une nouvelle attaque portée contre tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier belge, s'inspirant de la tradition du renardisme, étaient les défenseurs d'un syndicalisme de combat. Ils jettent en pleine lumière l'odieuse complicité des dirigeants syndicaux collaborationnistes de la FGTB et du patronat.

Mais, si les travailleurs de Cockerill ont essayé une défaite, la classe ouvrière belge ne restera pas passive. Une campagne de riposte s'organise. D'ores et déjà plus de 800 militants ouvriers — dont de nombreux responsables syndicaux — ont signé un texte exigeant la réintégration des 7 de Cockerill. La Ligue Révolutionnaire des Travailleurs, section belge de la IVème Internationale, est à l'avant-garde de cette riposte.



indochine

UNE PHASE NOUVELLE

■ Plus de 100.000 soldats ont été mis hors de combat dans les deux armées du Sud depuis le « cessez-le-feu » du 28 janvier. Telle est du moins l'estimation portée par Saigon. La guerre du Vietnam n'a pas cessé. Mais ce qui importe plus encore c'est de souligner l'accélération des rythmes et de la gravité des affrontements en cours.

Un chiffre l'illustre : si au cours du premier mois suivant le cessez-le-feu, l'aviation saïgonnaise avait effectué en moyenne 100 sorties par jour, rien qu'au cours du premier jour du mois de novembre, elle a mené plus de 1000 sorties sur la seule région du Nambo oriental. Et c'est dernièrement que les plus violents bombardements ont eu lieu sur la ville de Loc Ninh.

Alors qu'une violente bataille de chars se déroule à Duc (à 120 km au Nord-Est de Saigon), le FNL a pour la première fois depuis les accords libéré un chef lieu de district : Kien Duc, sur les Hauts Plateaux (180 km au Nord de Saigon). Avec la perte par Saigon des postes de Bu-Bong et Bu-Prangé c'est maintenant la capitale provinciale de Gia-Nghia qui pouvait être menacée.

En réponse aux bombardements et empiètements constants de l'armée fantoche, le GRP vient de faire sauter les dépôts de carburant de Nha-Be. 140.000 tonnes ont brûlé, soit entre 35 et 50 % des réserves saïgonnaises. En pleine crise pétrolière internationale !

Cette actualité militaire n'implique pas nécessairement que nous soyons à la veille d'une nouvelle confrontation générale. Mais elle signifie au moins que nous entrons dans une phase nouvelle, marquée par la volonté du GRP de ne plus laisser le gouvernement fantoche impunément poursuivre la violation des accords de Paris. Et il prépare immédiatement la phase qui doit permettre de mettre en question le régime Thieu dans la région de Saigon-Cholon elle-même.

L'important pour les militants est qu'il est aujourd'hui plus facile que par le passé de montrer combien le soutien reste — et restera — nécessaire. D'autant plus que les récentes déclarations américaines ne laissent place à aucun doute sur l'intention de l'impérialisme américaine de poursuivre sa politique interventionniste. Des survols « d'observation » de la RDVN sont régulièrement organisés. Le nombre de « conseillers » US est passé dernièrement de 13.000 à 24.000. De nouvelles révélations nous ont appris que d'importants fonds étaient prévus pour autoriser des bombardements américains de Thaïlande sur l'Indochine. 117.000 tonnes de bombes ont d'ores et déjà été produites à cette effet. Et Schlessinger vient très officiellement — et de façon réitérée — de menacer la RDVN et le GRP d'une reprise de l'escalade US.

Le terrain anti-impérialiste est aujourd'hui occupé en France par l'activité de soutien au peuple chilien.

Mais il revient aux militants révolutionnaires d'utiliser la prise de conscience anti-impérialiste de masse qui s'opère dans ce mouvement pour préparer le terrain à une réintervention du mouvement de masse en solidarité avec les trois peuples d'Indochine. Le renforcement de la situation diplomatique, politique et militaire du FUNK doit y aider. C'est une mise en alerte des forces anti-impérialistes qu'il nous faut de toute urgence opérer.

Pierre Rousset

espagne

COMMUNIQUE DU COMITE « VERITE POUR LES REVOLUTIONNAIRES ESPAGNOLS » GANGSTERS OU REVOLUTIONNAIRES ?

L'Etat espagnol a arrêté fin septembre une dizaine de révolutionnaires, les faisant passer pour des « gangsters ». Trois risquent la mort. Ils peuvent être jugés par un tribunal militaire et exécutés quarante-huit heures après, la date du procès est fixée au 16 décembre.

Si certains d'entre eux ont effectivement attaqué des banques, c'était pour financer le tirage de textes qui circulent dans le mouvement ouvrier radical de Barcelone. Si un policier est mort, c'était au court d'une embuscade tendue par la police politique.

Il s'agit de comprendre ce que certains prolétaires sont historiquement contraints de faire. La violence est toujours le moyen de satisfaire une revendication : en Espagne, où l'Etat fait tirer sur les grévistes désarmés, elle surgit immédiatement du rapport social. La simple rédaction ou importation de brochures entraîne des années de prison. Dès lors, ceux qui veulent résister à l'exploitation ont recours à la violence et, ce, plus souvent que dans d'autres pays.

La démocratie étouffe les luttes ouvrières par la politique et le réformisme. Le fascisme prend moins de précaution et les écrase par la force. Reconnaître à l'Etat le monopole de la violence, c'est nier aux prolétaires le droit d'abolir leur condition : le salariat.

Ceux qui ont pu s'enfuir sont maintenant recherchés par Interpol comme criminels. Les Etats démocratiques et les Etats fascistes s'entraident : les mandats d'arrêt internationaux permettent de les livrer à la police espagnole, ils risqueraient la peine de mort.

Pour les sauver, il faut faire éclater la vérité sur la nature réelle — révolutionnaire — de leurs activités.

Ne pas dénoncer ce mensonge, c'est être complice, non seulement de l'Etat espagnol, mais aussi de l'Etat français et des autres.

LA VERITE EST REVOLUTIONNAIRE.

MEETING DES GRUPI COMUNISTI REVOLUCIONARI (Section italienne de la IVème Internationale).

● Le 1er décembre s'est tenu à Milan, devant 600 personnes, au Piccolo Teatro, un meeting des GCR, sur le thème « du Chili à l'Europe, réforme ou révolution ? »

Un camarade grec, un camarade brésilien du POC, Henri Weber, de la rédaction de Rouge, Livio Maitan, de la direction du GCR, y prirent la parole. Le succès de ce meeting n'est pas étranger aux progrès de l'implantation des GCR, particulièrement à Milan, où depuis 15 jours, ces camarades dirigent la plus importante lutte lycéenne, au lycée technique Volta.

GADRA TAPAKA : TOLOM-PIAVOTAN'NY MADINIKA
gazetin'ny Z.O.A.M.
andry
T.P. 352
Z.O.A.M.
MITOLONA
TSY MAINTSY MANORERY

En mai 72 éclate à Madagascar une crise révolutionnaire sans précédent qui s'achève par la chute de Tsiranana et la mise en place à la sauvette d'un régime militaire au verbiage nationaliste soutenu par une fraction de la bourgeoisie malgache. En décembre 72 se crée le MFM (pouvoir prolétarien) regroupant les forces vives de mai autour d'un programme anti-capitaliste et violemment réprimé depuis lors. Depuis sa création, le MFM a multiplié ses relations avec les partis et organisations révolutionnaires du monde entier, exprimant sans

détour son attachement à l'internationalisme prolétarien.

Pour faire mieux connaître son combat à l'étranger, notamment en France, citadelle impérialiste pour Madagascar, les camarades du MFM publient aujourd'hui un mensuel en Français. S'abonner à ce journal est une forme de solidarité active qui permet par ailleurs de connaître les luttes des travailleurs et des paysans malgaches contre l'impérialisme et la domination bourgeoise.

Pour un an : 84 francs
Ecrire à : Georges Rasamizany
CCP 251-42 Tananarive
Madagascar